

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 10

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Aujourd'hui toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, aggravée par la crise, puis la disparition des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de sorte à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires. De préférence aux notes de bas de page, nous avons choisi un regroupement des remarques en fin de document, chacune se trouvant annoncée dans le corps du texte étudié par un soulignement en gras et par une référence numérique.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit, à nos yeux, que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule est consacré à la conférence prononcée le 7 janvier 1848 par Marx devant l'Association démocratique de Bruxelles et connue sous le titre de **Discours sur la question du libre-échange**.

Il contient les **4 cahiers** suivants :

1. K. Marx, *Discours sur la question du libre-échange*, paginé LE, de 1 à 16

2. **Protagonistes**, paginé P, de 1 à 5

3. **Documents**, paginé Doc, de 1 à 33

- 3.1. F. Engels, Le Congrès économique (Deutsche Brüsseler Zeitung du 26.09.47)
- 3.2. F. Engels, Le Congrès sur le libre-échange à Bruxelles (The Northern Star du 09.10.47)
- 3.3. G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles
- 3.4. F. Engels, préface de 1888 à l'édition anglaise du *Discours sur la Question du Libre-échange*

4. **Table générale**

Avertissement

Les analyses de Marx en économie politique présentent un **double caractère**.

Ce sont, d'une part, des analyses **théoriques**, en ce sens qu'elles visent à construire des **concepts** orientés vers la compréhension des fondamentaux du système capitaliste, de sa logique, de ses tendances organiques et *en ce sens*, elles gardent leur pertinence au-delà des réalités historiques qui s'échelonnent dans l'évolution du capitalisme jusqu'à nos jours.

Ce sont, d'autre part, des analyses **historiques**, en ce sens qu'elles visent à rendre compte de situations précisément localisées et datées et *en ce sens*, elles gagnent à être rapportées aux conditions particulières qui déterminent les réalités sociales et politiques mises sous la loupe par Marx.

Il en résulte que la présentation des écrits de Marx dans ce domaine devrait avoir le souci d'indiquer pour aujourd'hui aussi bien les transformations de certains aspects du capitalisme dans son histoire propre (qui est aussi celle de la lutte des classes) que les apports des théoriciens marxistes de l'époque contemporaine.

Nous nous garderons cependant de nous engager dans cette voie, d'abord par prudence devant la difficulté de la tâche, ensuite par respect de la **cohérence de notre projet** dont la première utilité, pensons-nous, est d'offrir une présentation aussi commode, aussi claire, aussi précise que possible des écrits de Marx et d'Engels **tels qu'à mesure ils ont été rédigés**.

1. K. Marx, *Discours sur la question du libre-échange*

Entre le 16 et le 18 septembre 1847, Marx et Engels participent à un congrès d'économistes organisé à Bruxelles sous les auspices de l'*Association belge pour la Liberté commerciale* avec pour objet de débattre des questions du libre-échange et du protectionnisme.

Marx se trouve inscrit parmi les orateurs prévus mais ne sera pas autorisé à prendre la parole.

On est mis au courant des détails de l'affaire par Engels qui après un bref écho dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 23 septembre 1847 où il rend compte des débats de la première journée, fera paraître une plus longue relation dans le journal chartiste *The Northern Star* du 9 octobre 1847 sous le titre « The Free Trade Congress at Brussels », un article où il reproduit l'essentiel du discours non prononcé de Marx ainsi qu'un large extrait du discours de Georg Weerth¹.

En vérité, il s'agit d'une sorte de **coup de force militant** des membres de la Commune bruxelloise de la Ligue des Communistes récemment créée.

Il se trouve, en effet, que l'intervention de Georg Weerth, préalable à celle de Marx, avait suscité d'emblée une vive polémique parmi les bourgeois qui composaient le public de ce congrès académique de sorte que les organisateurs, profitant de ce que l'on était arrivé à ce moment en fin de troisième journée, ont joué la montre et ont préféré prendre prétexte de l'horaire pour clore le débat.

Marx ne manquera pas de communiquer un résumé de son intervention à la presse. Ce texte très bref sera publié une première fois en français dans l'*Atelier démocratique* du 29 septembre 47, puis en allemand à l'initiative de Weydemeyer sous le titre : « Les protectionnistes, les libre-échangistes et la classe ouvrière »².

Marx revient sur ce thème dans une conférence prononcée le 9 janvier 1848 devant, cette fois, l'Association Démocratique de Bruxelles dont il était vice-président. C'est l'Association qui assurera les frais de publication du texte.

Il est de tradition depuis Engels³ que ce texte se trouve publié en annexe de *Misère de la philosophie* : c'est le cas aux Editions sociales aux pages 197/213, de l'édition de 1977 qui sera notre référence.

*
* *

Il est utile que nous précisions avant tout quel était l'enjeu politique des lois sur les céréales (les Corn Laws) votées en 1815 par la majorité conservatrice du parlement anglais que dominaient les propriétaires terriens.

Dans les faits, il s'agit d'une loi protectionniste de type classique visant à protéger le marché anglais (autrement dit les revenus et privilèges de l'aristocratie foncière) contre l'importation de céréales d'origine étrangère (notamment en provenance des colonies américaines). Ces lois avaient pour effet de maintenir le prix du blé au niveau élevé qu'il avait atteint en situation de monopole pendant le blocus continental institué par Napoléon.

¹ Ces divers textes ne sont pas accessibles en français. On les trouvera sur les sites Internet en anglais et en allemand des œuvres complètes de Marx et d'Engels, en anglais à l'adresse <http://www.marxiste.org> (M-E Collected Works, vol. 6, pages 274 et 282), et en allemand, à l'adresse <http://www.mlwerke.de/>, au chapitre « Articles et correspondance 1847 ». Nous renvoyons au chapitre « Documents » du présent fascicule où nous fournissons une traduction de ces écrits, y compris du discours de Georg Weerth que l'on peut consulter en allemand à l'adresse : <http://www.llb-detmold.de/lla/weerth>.

² Publié à Hamm en 1848 sous le titre « Zwei Reden über die Freihandels und Schutzzollfrage von Karl Marx » (Deux discours sur la question du libre-échange et du protectionnisme). Pour être précis, notons que Weydemeyer n'en publiera que la première partie au motif que la seconde recoupe l'argumentation du discours de Marx du 7 janvier 1848.

³ Depuis la première édition allemande, en octobre 1884, de *Misère de la Philosophie*. Le *Discours sur le libre-échange* sera publié pour la première fois en anglais aux Etats-Unis, à Boston, en 1888, avec une préface d'Engels dont on lira une traduction dans le chapitre « Documents » du présent fascicule.

Or en 1838, une mauvaise récolte entraîne une augmentation importante du prix du blé et par conséquent, avec le renchérissement du coût de la vie, une grave crise sociale.

Les manufacturiers accusent la loi sur les blés d'être la source de ces malheurs (et plus précisément, de leur point de vue, la cause des troubles sociaux qui en résultent) et fondent à Manchester, en octobre 1838, à l'initiative notamment de Richard Cobden, une association, la **National Anti-Corn Laws League**, destinée à organiser l'opposition à ces lois.

Il s'agit clairement **d'une lutte entre les deux fractions dominantes des possédants de l'époque**, entre d'un côté, l'aristocratie terrienne et de l'autre côté, la bourgeoisie industrielle et marchande. Les intérêts de cette dernière étaient de faire baisser le prix des produits alimentaires de base afin d'orienter à la baisse les salaires industriels.

Avec à sa tête un trio composé de Richard Cobden, George Wilson et John Bright, la *League* mènera une opposition résolue contre les lois protectionnistes. Des moyens considérables seront mis au service d'une technique de propagande particulièrement efficace, visant systématiquement tous les groupes sociaux que la loi défavorisait. Un exemple : la campagne de distribution de tracts à la sortie des boulangeries pour mettre en scène la différence de volume, et donc de prix, entre le pain selon le protectionnisme et le pain selon le libre-échange.

Sur le plan idéologique, la campagne est essentiellement centrée sur la défense et illustration des thèses du libre-échange.

En 1841, le mouvement obtient la collaboration des Eglises dissidentes qui s'engagent à prêcher la cause du libre-échange (l'Eglise officielle anglicane était la seule à pouvoir lever la dîme). Dès les élections de 1841, cinq membres de la *League* sont élus, dont Richard Cobden.

Les revendications de la *League* ne manqueront pas d'interférer avec le mouvement chartiste, les patrons jouant de manière très opportuniste, si ce n'est cynique, sur les revendications ouvrières pour accroître leur pression sur le gouvernement.

Ces lois seront abrogées le 26 mai 1846 au prix d'une dissidence au sein du parti conservateur après que Sir Robert Peel, premier ministre et lui-même chef des Tories, se soit résolu, après le déclenchement de la famine irlandaise de 1845, à ouvrir le marché anglais.

L'Anti-Corn Laws League sera dissoute le 22 juillet 1846.

*
* *

Les noms suivis d'un astérisque font l'objet d'une notice dans le chapitre intitulé « Protagonistes ».

*
* *

Le début du discours de Marx est construit comme un **enchaînement de dialogues**. Après avoir rappelé le contexte de la suppression des lois anglaises sur les céréales¹,

Messieurs,

L'abolition des lois céréales en Angleterre est le plus grand triomphe que le libre-échange ait remporté au XIXe siècle. Dans tous les pays où les fabricants parlent de libre-échange, ils ont principalement en vue le libre-échange des grains et des matières premières en général. Frapper de droits protecteurs les grains étrangers, c'est infâme, c'est spéculer sur la famine des peuples. Du pain à bon marché, des salaires relevés, *cheap food, high wages*, voilà le seul but pour lequel les *free-traders*, en Angleterre, ont dépensé des millions, et déjà leur enthousiasme s'est étendu à leurs frères du continent. En général, si l'on veut le libre-échange,

¹ Qu'il nomme "loi céréales"

c'est pour soulager la condition de la classe laborieuse. Mais, chose étonnante ! le peuple, auquel on veut à toute force procurer du pain à bon marché, est très ingrat. Le pain à bon marché est aussi malfamé en Angleterre que le gouvernement à bon marché l'est en France. Le peuple voit dans les hommes de dévouement, dans un Bowring*, un Bright* et consorts, ses plus grands ennemis et les hypocrites les plus effrontés.

Tout le monde sait que la lutte entre les libéraux et les démocrates s'appelle, en Angleterre, la lutte entre les *free-traders* et les chartistes.

il met en scène **le premier de ces dialogues**, entre les libre-échangistes (les *free-traders*) qui occupent le devant de la scène et les « ouvriers des fabriques ». On remarquera à la fin de cet échange, (après que les ouvriers ont rappelé l'accusation malthusienne qui leur est systématiquement adressée : *vous êtes pauvres parce que vous faites trop d'enfants*), l'évocation d'un marché européen (avant d'être mondial) organisé sur la base d'un centre industriel britannique et d'une périphérie chargée non seulement de fournir les ressources agricoles et les matières premières mais d'absorber les productions du centre. Marx force quelque peu le trait mais cette configuration n'est pas très éloignée de la réalité des rapports de domination entre le capitalisme britannique et sa périphérie coloniale à cette époque. On trouve dans la formulation de la loi dite « des coûts comparatifs » par David Ricardo un essai de théorisation de la division internationale du travail sur ce principe.¹

Voyons maintenant comment les *free-traders* anglais ont prouvé au peuple les bons sentiments qui les faisaient agir.

Voici ce qu'ils disaient aux ouvriers des fabriques :

Le droit prélevé sur les céréales est un impôt sur le salaire, cet impôt, vous le payez aux seigneurs territoriaux, à ces aristocrates du moyen âge; si votre position est misérable, c'est à cause de la cherté des vivres de première nécessité.

Les ouvriers demandaient à leur tour aux fabricants :

Comment se fait-il que, depuis les trente dernières années où notre industrie a pris le plus grand développement, notre salaire ait baissé dans une proportion bien plus rapide que le prix des grains n'a haussé ?

L'impôt que nous payons aux propriétaires fonciers, comme vous le prétendez, fait sur l'ouvrier à peu près trois pence (six sous) par semaine. Et cependant le salaire du tisserand à la main est descendu de 28 sh. par semaine à 5 sh. (de 35 fr. à 7 fr. 25) depuis 1815 jusqu'à 1843; et le salaire du tisserand, dans l'atelier automatique, a été réduit de 20 sh. par semaine à 8 sh. (de 25 fr. à 10 fr.) depuis 1823 jusqu'à 1843.

Et pendant tout ce temps la part d'impôt que nous avons payée n'a jamais été au-delà de trois pence. Et puis ! En 1834, quand le pain était à très bon compte et que le commerce allait très bien, qu'est-ce que vous nous disiez ? Si vous êtes malheureux, c'est parce que vous faites trop d'enfants, et que votre mariage est plus fécond que votre industrie² !

Voilà les propres paroles que vous nous disiez alors; et vous êtes allé faire les nouvelles lois des pauvres et construire les *work-*

¹ On relira sur ce point le commentaire de Jacques Nagels au chapitre « 6.2. Documents » de notre fascicule 8.

² C'est l'argument de Malthus.

*houses*¹, ces bastilles des prolétaires.

C'est à quoi répliquaient les fabricants :

Vous avez raison, messieurs les ouvriers ce n'est pas seulement le prix du blé, mais encore la concurrence entre les bras offerts qui détermine le salaire.

Mais pensez bien à une chose : c'est que notre sol ne se compose que de rochers et de bancs de sable. Vous figurez-vous, par hasard, qu'on puisse faire venir du blé dans des pots à fleurs ? Ainsi, si, au lieu de prodiguer notre capital et notre travail sur un sol tout à fait stérile, nous abandonnions l'agriculture pour nous livrer exclusivement à l'industrie, toute l'Europe abandonnerait les manufactures, et l'Angleterre formerait une seule grande ville manufacturière, qui aurait pour campagne le reste de l'Europe.

Arrive alors le personnage du petit commerçant qui donne lieu à **un premier aparté** dont la fonction théâtrale est de livrer au public la vérité intime de ce que pense le free-trader. On ne saura rien par contre de la réplique de l'épicier sur l'état du marché intérieur après la baisse des salaires ouvriers...

Tout en parlant de la sorte à ses propres ouvriers, le fabricant est interpellé par le petit commerçant qui lui dit :

Mais si nous abolissons les lois céréales, nous ruinerons, il est vrai, notre agriculture, mais nous ne forcerons pas pour cela les autres pays à se fournir dans nos fabriques et d'abandonner les leurs.

Qu'en résultera-t-il ! Je perdrai les pratiques que j'ai maintenant à la campagne, et le commerce intérieur perdra ses marchés.

Le fabricant, tournant le dos à l'ouvrier, répond à l'épicier :

Quant à ça, laissez-nous faire. Une fois que l'impôt sur le blé sera aboli, nous aurons de l'étranger du blé à meilleur marché. Puis nous abaisserons le salaire, qui haussera en même temps dans les autres pays dont nous tirons les grains.

Ainsi, outre les avantages que nous avons déjà, nous aurons encore celui d'un salaire moindre, et avec tous ces avantages, nous forcerons bien le continent à se fournir chez nous.

Second aparté : le fermier et l'ouvrier agricole interviennent à leur tour.

Les trois économistes mentionnés par Marx dans ce passage sont respectivement George Hop, Arthur Morse et William Rathbone Greg. Leur contribution a été publiée en 1844 à Manchester par la National Anti-Corn Laws League en un volume collectif intitulé *Three Prize Essays on Agriculture and the Corn Laws*.

On notera que tout le développement (des § 12 à 15) qui précède le commentaire de Marx sur « le troisième lauréat », à savoir William Greg, n'est rien d'autre **qu'un exposé rapide de la théorie de la rente selon David Ricardo**, ce qui vaut à l'explication de Greg d'être honorée au passage, Marx lui conférant le titre de *scientifique*.

¹ La loi anglaise de 1834 sur l'assistance publique (les Poor's Laws) avait interdit toute assistance directe aux indigents dans le cadre de la paroisse comme cela se pratiquait depuis le 17^e siècle. Les personnes sans ressources étaient contraintes de subir un enfermement dans des asiles sociaux appelés *workhouses* où les conditions d'existence devaient être, par la volonté explicite des responsables de la réforme, plus dures que les plus dures conditions de vie des travailleurs non assistés.

Mais voilà que le fermier et l'ouvrier de la campagne se mêlent à la discussion.

Et nous, donc, que deviendrons-nous ? disent-ils.

Irons-nous porter un arrêt de mort sur l'agriculture qui nous fait vivre ? Devrions-nous souffrir qu'on nous ôtât le sol de dessous nos pieds ?

Pour toute réponse *l'Anti-Corn Laws League* s'est contentée d'assigner des prix aux trois meilleurs écrits traitant l'influence salutaire de l'abolition des lois céréales sur l'agriculture anglaise.

Ces prix ont été remportés par MM. Hope, Morse et Greg, dont les livres furent répandus à la campagne à des milliers d'exemplaires.

L'un des lauréats s'attache à prouver que ce n'est ni le fermier ni le laboureur salarié qui perdra par la libre importation du grain étranger, mais seulement le propriétaire foncier.

Le fermier anglais, s'écrie-t-il, n'a pas à craindre l'abolition des lois céréales, parce qu'aucun pays ne saurait produire du blé d'aussi bonne qualité et à aussi bon marché que l'Angleterre. Ainsi quand même le prix du blé tomberait, ça ne pourrait vous faire du tort, parce que cette baisse porterait seulement sur la rente qui aurait diminué et nullement sur le profit industriel et sur le salaire, qui resteraient les mêmes.

Le second lauréat, M. Morse, soutient, au contraire, que le prix du blé haussera à la suite de l'abolition des lois céréales. Il se donne infiniment de peine pour démontrer que les droits protecteurs n'ont jamais pu assurer au blé un prix rémunérateur.

A l'appui de son assertion, il cite le fait que toutes les fois qu'on a importé du blé étranger, le prix du blé montait considérablement en Angleterre et quand on en importait peu, il y tombait extrêmement. Le lauréat oublie que l'importation n'était pas la cause du prix élevé, mais que le prix élevé était la cause de l'importation.

Et, tout à l'opposé de son co-lauréat, il affirme que toute hausse dans le prix des grains tourne au profit du fermier et de l'ouvrier, et non pas au profit du propriétaire.

Le troisième lauréat, M. Greg, qui est un grand fabricant et dont le livre s'adresse à la classe des grands fermiers, ne pouvait pas s'en tenir à de semblables niaiseries. Son langage est plus scientifique.

Il convient que les lois céréales ne font hausser la rente qu'en faisant hausser le prix du blé et qu'elles ne font hausser le prix du blé qu'en imposant au capital la nécessité de s'appliquer à des terrains de qualité inférieure, et cela s'explique tout naturellement.

A mesure que la population s'accroît, le grain étranger ne pouvant entrer dans le pays, on est bien forcé de faire valoir des terrains moins fertiles, dont la culture exige plus de frais, et dont le produit est, par conséquent, plus cher.

Le grain étant d'une vente forcée, le prix s'en réglera nécessairement sur le prix des produits des terrains les plus coûteux. La différence qu'il y a entre ce prix et les frais de production des meilleurs terrains constitue la rente.

Ainsi, si à la suite de l'abolition des lois céréales, le prix du blé et, par conséquent, la rente tombent, c'est parce que les terrains ingrats cesseront d'être cultivés. Donc la réduction de la rente en-

traînera infailliblement la ruine d'une partie des fermiers.

Ces observations étaient nécessaires pour faire comprendre le langage de M. Greg.

Les petits fermiers, dit-il, qui ne pourront pas se tenir dans l'agriculture, trouveront une ressource dans l'industrie. Quant aux grands fermiers, ils doivent y gagner. Ou les propriétaires seront forcés de leur vendre à très bon marché leurs terres ou les contrats de fermage qu'ils feront avec eux seront à des termes très prolongés. C'est ce qui leur permettra d'engager de grands capitaux à la terre, d'y faire l'application des machines sur une plus grande échelle et d'économiser ainsi sur le travail manuel qui, d'ailleurs, sera à meilleur marché par la baisse générale des salaires, conséquence immédiate des lois céréales.

Le docteur Bowring a donné à tous ces arguments une consécration religieuse, en s'écriant, dans un meeting public :

Jésus-Christ, c'est le *free-trade*; le *free-trade*, c'est Jésus-Christ !

On comprend que toute cette hypocrisie n'était pas propre à faire goûter aux ouvriers le pain à bon marché.

Le libre-échange est une **idéologie patronale**: Marx s'engage à présent sur le terrain de l'économie politique reprenant les développements de *Travail salarié et Capital*.

Il doit cependant tenir compte des contraintes que lui impose la forme discours : on n'expose pas à l'oral de la même manière qu'à l'écrit. Aussi ménage-t-il d'abord une transition susceptible de bien faire apparaître l'**égoïsme de classe** de ceux qui prétendent associer le libre-échange à l'intérêt général. Il rappelle à cet effet la dureté des règlements d'entreprise dont le seul but était de multiplier les prétextes pour réduire les salaires.

Le passage qui suit doit être rapproché de l'évocation par Marx de la **discipline de fabrique** au chapitre XV du *Capital*, intitulé « La journée de travail », paragraphe 4 (« La fabrique ») où l'on peut lire ceci : « Jetant aux orties la division des pouvoirs d'ailleurs si prônée par la bourgeoisie et le système représentatif dont elle raffole, le capitaliste formule en législateur privé et d'après son bon plaisir son pouvoir autocratique sur ses bras¹ dans son code de fabrique. Ce code n'est du reste qu'une caricature de la régulation sociale telle que l'exige la coopération en grand et l'emploi de moyens de travail communs, surtout des machines. Ici le fouet du conducteur d'esclaves est remplacé par le livre de punitions du contremaître² ».

Comment d'ailleurs les ouvriers auraient-ils pu comprendre la philanthropie soudaine des fabricants, de ces gens qui étaient occupés encore à combattre le bill des dix heures, par lequel on voulait réduire la journée de l'ouvrier de fabrique de douze heures à dix heures.

Pour vous faire une idée de la philanthropie de ces fabricants, je vous rappellerai, messieurs, les règlements établis dans toutes les fabriques.

Chaque fabricant a pour son usage particulier un véritable code où il y a des amendes fixées pour toutes les fautes volontaires ou involontaires. Par exemple, l'ouvrier paiera tant, s'il a le malheur de s'asseoir sur une chaise, s'il chuchote, cause, rit, s'il arrive quelques minutes trop tard, si une partie de la machine se casse, s'il ne

¹ Entendons: sur les bras de « ses » ouvriers.

² *Le Capital*, Livre 1, page 305, Editions de poche Garnier Flammarion, Paris 1969. Suit alors une longue note (pages 647-649) sur le détail de ces conduites vexatoires dans les entreprises anglaises des années 1860.

s'il ne livre pas les objets d'une qualité voulue, etc., etc. Les amendes sont toujours plus fortes que le dommage véritablement occasionné par l'ouvrier. Et pour donner à l'ouvrier toute facilité d'encourir des peines, on fait avancer la pendule de la fabrique, on fournit de mauvaises matières premières pour que l'ouvrier en fasse de bonnes pièces. On destitue le contremaître qui ne serait pas assez habile pour multiplier les cas de contravention.

Vous le voyez, messieurs, cette législation domestique est faite pour enfanter des contraventions, et on fait faire des contraventions pour faire de l'argent. Ainsi, le fabricant emploie tous les moyens pour réduire le salaire nominal et pour exploiter jusqu'aux accidents dont l'ouvrier n'est pas le maître.

Ces fabricants, ce sont les mêmes philanthropes qui ont voulu faire croire aux ouvriers qu'ils étaient capables de faire des dépenses énormes, uniquement pour améliorer leur sort.

Ainsi, d'un côté, ils rognent le salaire de l'ouvrier par les règlements de fabrique de la manière la plus mesquine, et de l'autre, ils s'imposent les plus grands sacrifices pour le faire rehausser par l'Anti-Corn Laws League.

Ils construisent à grands frais des palais, où la League établissait, en quelque sorte, sa demeure officielle; ils font marcher une armée de missionnaires vers tous les points de l'Angleterre, pour qu'ils prêchent la religion du libre-échange; ils font imprimer et distribuer gratis des milliers de brochures pour éclairer l'ouvrier sur ses propres intérêts, ils dépensent des sommes énormes pour rendre la presse favorable à leur cause, ils organisent une vaste administration pour diriger les mouvements libre-échangistes, et ils déploient toutes les richesses de leur éloquence dans les meetings publics. C'était dans un de ces meetings qu'un ouvrier s'écria :

« Si les propriétaires fonciers vendaient nos os, vous autres, fabricants, vous seriez les premiers à les acheter, pour les jeter dans un moulin à vapeur et en faire de la farine ».

Marx ne se trompe pas lorsqu'il enchaîne sur la lucidité des ouvriers quant aux perspectives de baisse des salaires que laissait entrevoir la propagande bourgeoise pour le libre-échange. La lecture de la presse chartiste à l'époque où l'agitation contre les Corn Laws battait son plein ne laisse aucun doute à ce sujet. Il prête toutefois au mouvement ouvrier une capacité stratégique quelque peu surévaluée lorsqu'il affirme que les ouvriers entendaient se débarrasser d'abord de l'adversaire féodal (la noblesse terrienne) pour mieux engager ensuite le combat de classe contre la bourgeoisie industrielle. Cette affirmation, nous le verrons, appartient à sa thèse de conclusion, mais il semble la prêter ici au mouvement chartiste lui-même, qui n'était pas tout à fait en mesure de la concevoir comme telle.

Il demeure toutefois exact que le vote du *Bill (de la loi) des 10 heures*, le 8 juin 1847, est une mesure de rétorsion des propriétaires terriens contre la bourgeoisie industrielle qui leur avait imposé l'année précédente l'abrogation des lois sur les céréales

Les ouvriers anglais ont très bien compris la signification de la lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Ils savent très bien qu'on voulait rabaisser le prix du pain pour rabaisser le salaire et que le profit industriel augmenterait de ce que la rente aurait diminué.

Ricardo, l'apôtre des free-traders anglais, l'économiste le plus distingué de notre siècle, est sur ce point parfaitement d'accord avec les ouvriers.

Il dit dans son célèbre ouvrage sur l'économie politique¹ :

« Si, au lieu de récolter du blé chez nous, nous découvrons un nouveau marché où nous pourrions nous procurer ces objets à meilleur compte, dans ce cas les salaires doivent baisser et les profits d'accroître. La baisse du prix des produits de l'agriculture réduit les salaires non seulement des ouvriers employés à la culture de la terre, mais encore de tous ceux qui travaillent aux manufactures ou qui sont employés au commerce ».

Et ne croyez pas, messieurs, que ce soit chose tout à fait indifférente pour l'ouvrier de ne recevoir plus que 4 francs, le blé étant à meilleur marché, quand auparavant il a reçu 5 francs.

Son salaire n'est-il pas toujours tombé par rapport au profit ? Et n'est-il pas clair que sa position sociale a empiré vis-à-vis du capitalisme. Outre cela, il perd encore dans le fait.

Tant que le prix du blé était encore plus élevé, le salaire l'étant également, une petite épargne faite sur la consommation du pain suffisait pour lui procurer d'autres jouissances, mais du moment que le pain et en conséquence le salaire est à très bon marché, il ne pourra presque rien économiser sur le pain pour l'achat des autres objets.

Les ouvriers anglais ont fait sentir aux free-traders qu'ils ne sont pas les dupes de leurs illusions et de leurs mensonges, et si, malgré cela, ils se sont associés à eux contre les propriétaires fonciers, c'était pour détruire les derniers restes de la féodalité et pour n'avoir plus affaire qu'à un seul ennemi. Les ouvriers ne se sont pas trompés dans leurs calculs, car les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, ont fait cause commune avec les ouvriers pour faire passer le bill des dix heures, que ces derniers avaient vainement demandé depuis trente ans, et qui passa immédiatement après l'abolition des droits sur les céréales.

L'argument du maintien du pouvoir d'achat ne doit pas masquer le fait essentiel que la baisse de salaire profite directement au capitaliste industriel :

Si, au congrès des économistes², le docteur Bowring a tiré de sa poche une longue liste pour faire voir toutes les pièces de bœuf, de jambon, de lard, de poulets, etc., etc. qui ont été importées en Angleterre, pour être consommées, comme il dit, par les ouvriers, il a malheureusement oublié de vous dire qu'au même instant les ouvriers de Manchester et des autres villes manufacturières, se trouvaient jetés sur le pavé par la crise qui commençait.

En principe, en économie politique, il ne faut jamais grouper les chiffres d'une seule année pour en tirer des lois générales. Il faut toujours prendre le terme moyen de six à sept ans - laps de temps pendant lequel l'industrie moderne passe par les différentes phases de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise et achève son cycle fatal.

Sans doute, si le prix de toutes les marchandises tombe, et c'est là la conséquence nécessaire du libre-échange, je pourrai me procurer pour un franc bien plus de choses qu'auparavant. Et le franc de l'ouvrier vaut autant que tout autre. Donc, le libre-échange sera très avantageux à l'ouvrier. Il y a seulement un petit

¹ Marx ne précise pas qu'il s'agit de l'ouvrage intitulé *Des principes de l'Economie politique et de l'Impôt*

² Marx fait ici référence au Congrès de Bruxelles des 16-18 septembre 1847 au cours duquel, nous le savons, il ne lui a pas été possible de prendre la parole.

inconvenient à cela, c'est que l'ouvrier, avant d'échanger son franc pour d'autres marchandises, a fait d'abord l'échange de son travail contre le capital. Si dans cet échange il recevait toujours pour le même travail le franc en question, et que le prix de toutes les autres marchandises tombait, il gagnerait toujours à ce marché. Le point difficile, ce n'est pas de prouver que le prix de toute marchandise baissant, j'aurai plus de marchandises pour le même argent.

Les économistes prennent toujours le prix du travail au moment où il s'échange contre d'autres marchandises, Mais ils laissent tout à fait de côté le moment où le travail opère son échange contre le capital.

Quand il faudra moins de frais pour mettre en mouvement la machine qui produit les marchandises, les choses nécessaires pour entretenir cette machine qui s'appelle travailleur, coûteront également moins cher. Si toutes les marchandises sont à meilleur marché, le travail, qui est aussi une marchandise, baissera également de prix, et, comme nous le verrons plus tard, ce travail marchandise baissera proportionnellement beaucoup plus que les autres marchandises. Le travailleur, comptant toujours sur l'argumentation des économistes, trouvera que le franc s'est fondu dans sa poche, et qu'il ne lui reste plus que cinq sous.

Là-dessus les économistes vous diront : eh bien, nous convenons que la concurrence parmi les ouvriers, qui certes n'aura pas diminué sous le régime du libre-échange, ne tardera pas à mettre les salaires en accord avec le bas prix des marchandises. Mais d'autre part le bas prix des marchandises augmentera la consommation; la plus grande consommation exigera une plus grande production, laquelle sera suivie d'une plus forte demande de bras, et à cette plus forte demande de bras succédera une hausse de salaires.

Le précédent argument avait pour fonction de conduire vers le développement terminal du discours. L'essentiel du propos consiste à présenter à démontrer que le libre échange est « le milieu naturel » du capitalisme et que ce qui est présenté par les idéologues libéraux comme des inconvénients passagers (les pertes d'emploi dans les secteurs non concurrentiels) est en réalité **la manifestation de la logique organique du capital**, qui est une logique d'exploitation de classe.

Il faut lire ce développement en tenant compte de sa fonction argumentative dans le contexte particulier de ce discours. La question du salaire n'est ici évoquée que rapidement : elle sera traitée avec plus de rigueur dans les autres écrits (ne fût-ce que dans le discours précédent, *Travail salarié et Capital*). Pour l'heure, il s'agit de montrer que le libre-échange n'est pas l'expression de l'intérêt général mais **la condition même de l'expansion du capital comme mode de production dominant**.

Toute cette argumentation revient à ceci : le libre-échange augmente les forces productives. Si l'industrie va croissant, si la richesse, si le pouvoir productif; si, en un mot, le capital productif augmente la demande du travail, le prix du travail, et, par conséquent, le salaire, augmente également. La meilleure condition pour l'ouvrier, c'est l'accroissement du capital. Et il faut en convenir. Si le capital reste stationnaire, l'industrie ne restera pas seulement stationnaire, mais elle déclinera, et, en ce cas, l'ouvrier en sera la première victime. Il périra avant le capitaliste. Et dans le cas où le capital va croissant, dans cet état de choses que nous avons dit le meilleur pour l'ouvrier, quel sera son sort ? Il périra également. L'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La centralisation des capitaux amène une plus grande division du travail et une plus grande application des machines. La plus grande division du travail détruit la spécialité du travail, détruit la spécialité du travailleur et, en mettant à la

place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers.

Cette concurrence, devient d'autant plus forte, que la division du travail donne à l'ouvrier le moyen de faire à lui seul le travail de trois.

Les machines produisent le même résultat sur une beaucoup plus grande échelle. L'accroissement du capital productif, en forçant les capitalistes industriels à travailler avec des moyens toujours croissants, ruine les petits industriels et les jette dans le prolétariat. Puis, le taux de l'intérêt diminuant à mesure que les capitaux s'accumulent, les petits rentiers qui ne peuvent plus vivre de leurs rentes seront forcés de se lancer dans l'industrie pour aller augmenter ensuite le nombre des prolétaires.

Enfin, plus le capital productif augmente, plus il est forcé de produire pour un marché dont il ne connaît pas les besoins, plus la production précède la consommation, plus l'offre cherche à forcer la demande, et, en conséquence, les crises augmentent d'intensité et de rapidité. Mais toute crise, à son tour, accélère la centralisation des capitaux et grossit le prolétariat.

Ainsi, à mesure que le capital productif s'accroît, la concurrence entre les ouvriers s'accroît dans une proportion beaucoup plus forte. Le rétribution du travail diminue pour tous, et le fardeau du travail augmente pour quelques-uns.

En 1829, il y avait à Manchester, 1.088 fileurs occupés dans 36 fabriques. En 1841, il n'y en avait plus que 448, et ces ouvriers étaient occupés à 53.353 fuseaux de plus que les 1.088 ouvriers de 1829. Si le rapport du travail manuel avait augmenté proportionnellement au pouvoir productif, le nombre des ouvriers aurait dû atteindre le chiffre de 1848, de sorte que les améliorations apportées dans la mécanique ont enlevé le travail à 1.100 ouvriers.

Nous savons d'avance la réponse des économistes. Ces hommes privés d'ouvrage, disent-ils, trouveront un autre emploi de leurs bras. M. le docteur Bowring n'a pas manqué de reproduire cet argument au congrès des économistes, mais il n'a pas manqué non plus de se réfuter lui-même.

En 1833, M. le docteur Bowring prononçait un discours à la Chambre des communes, au sujet des 50 000 tisserands de Londres qui depuis très longtemps se meurent d'inanition, sans pouvoir trouver cette nouvelle occupation que les free-traders font entrevoir dans le lointain.

Nous allons donner les passages les plus saillants de ce discours de M. le docteur Bowring¹.

La misère des tisserands à la main, dit-il, est le sort inévitable de toute espèce de travail qui s'apprend facilement et qui est susceptible d'être à chaque instant remplacé par des moyens moins coûteux. Comme dans ce cas la concurrence entre les ouvriers est extrêmement grande, le moindre relâchement dans la demande amène une crise. Les tisserands à la main se trouvent en quelque sorte placés sur les limites de l'existence humaine. Un pas de plus et leur existence devient impossible. Le moindre choc suffit pour les lancer dans la carrière du dépérissement. Les progrès de la mécanique, en supprimant de plus en plus le travail manuel, amènent infailliblement pendant l'époque de la transition bien des souffrances temporelles. Le bien-être

¹ Un discours qu'il a tenu à la Chambre des Communes le 28 juillet 1835.

national ne saurait être acheté qu'au prix de quelques maux individuels. On n'avance en industrie qu'aux dépens des traînards; et de toutes les découvertes, le métier à vapeur est celle qui pèse avec le plus de poids sur les tisserands à la main. Déjà dans beaucoup d'articles qui se sont faits à la main, le tisserand a été mis hors de combat, mais il sera battu sur bien des choses qui se font encore à la main.

Je tiens, dit-il plus loin, entre mes mains une correspondance du gouverneur général avec la Compagnie des Indes orientales. Cette correspondance concerne les tisserands du district de Dacca. Le gouverneur dit dans ses lettres : il y a quelques années la Compagnie des Indes orientales recevait six à huit millions de pièces de coton, qui étaient fabriquées par les métiers du pays; la demande en tomba graduellement et fut réduite à un million de pièces environ.

Dans ce moment, elle a presque complètement cessé. De plus, en 1800, l'Amérique du Nord a tiré des Indes presque 800.000 pièces de coton. En 1830, elle n'en tirait même pas 4.000. Enfin, en 1800, on a embarqué, pour être transférées au Portugal, un million de pièces de coton. En 1830, le Portugal n'en recevait plus que 20.000.

Les rapports sur la détresse des tisserands indiens sont terribles. Et quelle fut l'origine de cette détresse ?

La présence sur le marché des produits anglais; la production de l'article au moyen du métier à vapeur. Un très grand nombre de tisserands sont morts d'inanition; le restant a passé à d'autres occupations et surtout aux travaux ruraux. Ne pas savoir changer d'occupation, c'était un arrêt de mort. Et en ce moment, le district de Dacca regorge des fils et des tissus anglais. La mousseline de Dacca, renommée dans tout le monde pour sa beauté et la fermeté de sa texture, est également éclipsée par la concurrence des machines anglaises. Dans toute l'histoire du commerce, on aurait peut-être de la peine à trouver des souffrances pareilles à celles qu'ont dû supporter de cette manière des classes entières dans les Indes orientales.

Le discours de M. le docteur Bowring est d'autant plus remarquable que les faits qui y sont cités sont exacts, et que les phrases par lesquelles il cherche à les atténuer portent tout à fait le caractère d'hypocrisie commun à tous les sermons libre-échangistes. Il représente les ouvriers comme des moyens de production qu'il faut remplacer par des moyens de production moins coûteux. Il fait semblant de voir dans le travail dont il parle, un travail tout à fait exceptionnel, et dans la machine qui a écrasé les tisserands, une machine également exceptionnelle. Il oublie qu'il n'y a pas de travail manuel qui ne soit susceptible de subir d'un jour à l'autre le sort du tissage.

Le but constant et la tendance de tout perfectionnement dans le mécanisme est, en effet, de se passer entièrement de l'homme ou d'en diminuer le prix en substituant l'industrie des femmes et des enfants à celle de l'ouvrier adulte ou le travail de l'ouvrier grossier à celui de l'habile artisan. Dans la plupart des filatures par métiers continus, en anglais throstlemills, la filature est entièrement exécutée par des filles de seize ans et au-dessous. La substitution de la mule-jenny automatique à la mule-jenny ordinaire a pour effet de congédier la plu-

part des fileurs et de garder des enfants et des adolescents.

Ces paroles du libre-échangiste le plus passionné, M. le docteur Ure¹, servent à compléter les confessions de M. Bowring. M. Bowring parle de quelques maux individuels, et dit, en même temps, que ces maux individuels font périr des classes entières; il parle des souffrances passagères dans le temps de transition, et en même temps qu'il en parle, il ne dissimule pas que ces souffrances passagères ont été pour la plupart le passage de la vie à la mort, et pour le restant le mouvement de transition dans une condition inférieure à celle dans laquelle ils étaient placés auparavant. S'il dit, plus loin, que les malheurs de ces ouvriers sont inséparables du progrès de l'industrie et nécessaires au bien-être national, il dit simplement que le bien-être de la classe bourgeoise a pour condition nécessaire le malheur de la classe laborieuse.

Toute la consolation que M. Bowring prodigue aux ouvriers qui périssent, et, en général, toute la doctrine de compensation que les *free-traders* établissent, revient à ceci :

Vous autres, milliers d'ouvriers qui périssez, ne vous désolerez pas. Vous pouvez mourir en toute tranquillité. Votre classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital puisse la décimer, sans avoir à craindre de l'anéantir. D'ailleurs, comment voulez-vous que le capital trouve un emploi utile, s'il n'avait pas soin de se ménager toujours la matière exploitable, les ouvriers, pour les exploiter de nouveau ?

Mais aussi, pourquoi poser encore comme problème à résoudre, l'influence que la réalisation du libre-échange exercera sur la situation de la classe ouvrière ? Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.

La première de ces lois, c'est que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum de salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire ? C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal et de propager tant soit peu sa race.

Malgré les circonstances *rhétoriques* du discours qui ne se prêtent pas à l'analyse théorique de détail, Marx prend la peine d'indiquer quelques nuances sur la question des salaires³.

Ne croyons pas pour cela que l'ouvrier n'aura que ce minimum de salaire, ne croyons pas, non plus, qu'il aura ce minimum de salaire toujours.

Non, d'après cette loi, la classe ouvrière sera quelquefois plus heureuse. Elle aura parfois plus que le minimum; mais ce surplus

¹ **Dr Andrew Ure** (1778-1857). Médecin écossais, professeur de chimie et de philosophie naturelle. Sa notoriété est liée à ses écrits prônant les avantages du capitalisme industriel et de l'organisation manufacturière. La citation est extraite de son ouvrage « *The philosophy of Manufacturers* » (La philosophie des fabricants), Londres 1835. Des extraits de ce texte, dont celui-ci, sont accessibles sur le site de « *Modern History Source Book* » à l'adresse www.fordham.edu/halsall.

² Ce qui se dit ici n'est rien d'autre que ce qui prendra le nom d'*armée industrielle de réserve* (*Le Capital*, chapitre XXV, « Loi générale de l'accumulation capitaliste », § 3 « Production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve », page 461 de l'édition Garnier Flammarion, Paris 1969)

³ Nous renvoyons sur ce point au chapitre 2 (« Histoire d'un concept ») de notre fascicule 9 consacré à *Travail salarié et Capital*.

ne sera que le supplément de ce qu'elle aura eu, moins que le minimum, dans le temps de stagnation industrielle. Cela veut dire que, dans un certain laps de temps qui est toujours périodique, dans ce cercle que fait l'industrie, en passant par les vicissitudes de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, en comptant tout ce que la classe ouvrière aura eu de plus et de moins que le nécessaire, on verra qu'en somme elle n'aura eu ni plus ni moins que le minimum; c'est-à-dire la classe ouvrière se sera conservée comme classe après bien des malheurs, des misères et des cadavres laissés sur le champ de bataille industriel. Mais qu'importe ? La classe subsiste toujours et, mieux que cela, elle se sera accrue.

Ce n'est pas tout. Le progrès de l'industrie produit des moyens d'existence moins coûteux. C'est ainsi que l'eau-de-vie a remplacé la bière, que le coton a remplacé la laine et le lin, et que la pomme de terre a remplacé le pain.

Ainsi, comme on trouve toujours moyen d'alimenter le travail avec des choses moins chères et plus misérables, le minimum du salaire va toujours en diminuant. Si ce salaire a commencé à faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste le traite en conséquence. Cette loi du travail marchandise, du minimum du salaire, se vérifiera à mesure que la supposition des économistes, le libre-échange, sera devenue une vérité, une actualité. Ainsi, de deux choses l'une: ou il faut renier toute l'économie politique basée sur la supposition du libre-échange, ou bien il faut convenir que les ouvriers seront frappés de toute la rigueur des lois économiques sous ce libre-échange.

Marx engage alors ses conclusions.

On sera notamment attentif à la dénonciation de *l'idéologie de la liberté* que véhicule le discours sur le libre-échange. Ces remarques anticipent, en effet, sur la lumineuse démonstration que Marx apporte au terme du chapitre VI du Livre I du Capital¹ lorsque, en conclusion de son analyse de *la circulation simple* (la circulation de la marchandise) et avant d'analyser la *production de la plus-value*, il établit le rapport entre, d'une part, *dans l'ordre matériel*, cette circulation simple, et d'autre part, *dans l'ordre idéal*, « les notions, les idées, la manière de voir et le critérium du jugement du libre-échangiste vulgaire ».

Marx écrit : « La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul, c'est Liberté, Égalité, Propriété (...). *Liberté !* Car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte ; au contraire ils ne sont déterminés que par leur libre-arbitre. (...). *Égalité !* car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'au titre de possesseurs de marchandises, et ils échangent équivalent contre équivalent . *Propriété !* Car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient (...). Chacun ne pense qu'à lui, personne ne s'inquiète de l'autre et c'est précisément pour cela qu'en vertu d'une harmonie préétablie des choses, ou sous les auspices d'une providence tout ingénieuse, travaillant chacun pour soi, chacun chez soi, ils travaillent du même coup à l'utilité générale, à l'intérêt commun. »

Or si l'on quitte cet horizon étroit de la circulation simple et que l'on examine ce qui se passe dans la sphère de la production entre l'acheteur de force de travail et celui qui la vend, alors ce qui saute aux yeux, **c'est le tout autre spectacle de l'exploitation**, et cela, soulignons-le, *qu'il s'agisse du marché intérieur ou du marché mondial*. Marx poursuit : « Nous voyons s'opérer une certaine transformation dans la physionomie des personnages de notre drame. Notre ancien homme aux écus prend les devants et, en qualité de capitaliste, marche le premier ; le possesseur de la force de travail le suit par derrière comme son travailleur à lui ; celui-là le regard narquois, l'air important et affairé ; celui-ci timide, hésitant, rétif, comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché, et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : être tanné ».

¹ Pages 136-137 de l'édition de poche Garnier Flammarion, Paris 1969

Pour nous résumer : dans l'état actuel de la société, qu'est-ce donc que le libre-échange ? C'est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la marche du capital, vous n'aurez fait qu'en affranchir entièrement l'action. Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l'échange des marchandises entre elles aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura toujours une classe qui exploitera, et une classe qui sera exploitée. On a véritablement de la peine à comprendre la prétention des libre-échangistes, qui s'imaginent que l'emploi plus avantageux du capital fera disparaître l'antagonisme entre les capitalistes industriels et les travailleurs salariés. Tout au contraire, tout ce qui en résultera, c'est que l'opposition de ces deux classes se dessinera plus nettement encore.

Admettez un instant qu'il n'y ait plus de lois céréales, plus de douane, plus d'octroi, enfin que toutes les circonstances accidentelles, auxquelles l'ouvrier peut encore s'en prendre, comme étant les causes de sa situation misérable, aient entièrement disparu, et vous aurez déchiré autant de voiles qui dérobaient à ses yeux son véritable ennemi.

Il verra que le capital devenu libre ne le rend pas moins esclave que le capital vexé par les douanes.

Messieurs, ne vous en laissez pas imposer par le mot abstrait de *liberté*. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur.

Comment voulez-vous encore sanctionner la libre concurrence par cette idée de liberté quand cette liberté n'est que le produit d'un état de choses basé sur la libre concurrence ?

Nous avons fait voir ce que c'est que la fraternité que le libre-échange fait naître entre les différentes classes d'une seule et même nation. La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie. Tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence fait naître dans l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions plus gigantesques sur le marché de l'univers. Nous n'avons pas besoin de nous arrêter plus longuement aux sophismes que débitent à ce sujet les libre-échangistes, et qui valent bien les arguments de nos trois lauréats, MM. Hope, Morse et Greg.

On nous dit, par exemple, que le libre-échange ferait naître une division du travail internationale qui assignerait à chaque pays une production en harmonie avec ses avantages naturels.

Vous pensez peut-être, Messieurs, que la production du café et du sucre, c'est la destinée naturelle des Indes occidentales.

Deux siècles auparavant, la nature, qui ne se mêle guère du commerce, n'y avait mis ni café ni canne à sucre.

Et il ne se passera peut-être pas un demi-siècle que vous n'y trouverez plus ni café ni sucre, car les Indes orientales, par la production à meilleur marché, ont déjà victorieusement combattu cette prétendue destinée naturelle des Indes occidentales. Et ces Indes occidentales avec leurs dons naturels sont déjà pour les Anglais un fardeau aussi lourd que les tisserands de Dacca, qui, eux aussi, étaient destinés depuis l'origine des temps à tisser à la main.

Une chose encore qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est que, de même que tout est devenu monopole, il y a aussi de nos jours quelques branches industrielles qui dominent toutes les autres et qui assurent aux peuples qui les exploitent le plus, l'empire sur le marché de l'univers. C'est ainsi que dans le commerce international le coton à lui seul a une plus grande valeur commerciale que toutes les autres matières premières employées pour la fabrication des vêtements, prises ensemble. Et il est véritablement risible de voir les libre-échangistes faire ressortir les quelques spécialités dans chaque branche industrielle pour les mettre en balance avec les produits de commun usage, qui se produisent à meilleur marché dans les pays où l'industrie est la plus développée.

Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe.

Ne croyez pas, messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste.

On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime.

D'ailleurs, le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. Outre cela, le système protecteur contribue à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays. C'est pourquoi nous voyons que dans les pays où la bourgeoisie commence à se faire valoir comme classe, en Allemagne, par exemple, elle fait de grands efforts pour avoir des droits protecteurs¹. Ce sont pour elle des armes contre la féodalité et contre le gouvernement absolu, c'est pour elle un moyen de concentrer ses forces, de réaliser le libre-échange dans l'intérieur du même pays.

Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange.

On comparera cette conclusion avec celle de son discours non prononcé au congrès des économistes de Bruxelles tel qu'Engels le rapporte dans son article du 9 octobre 1847 dans le journal chartiste *The Northern Star*² :

Nous acceptons tout ce qui a été dit des avantages du libre-échange. Les capacités de la production augmenteront, les taxes et autres droits de douane disparaîtront, tous les produits seront vendus à un meilleur prix. Et quoi donc encore, selon Ricardo ? « Le

¹ Le principal théoricien allemand d'un certain protectionnisme à l'époque était **Friedrich List**, auteur d'un ouvrage intitulé *Das nationale System der politischen Ökonomie*. F. List était animé du souci de protéger l'industrie allemande de la concurrence anglaise le temps de réussir l'unification économique du pays. Il défendait la thèse d'une indispensable protection des branches industrielles naissantes avant qu'elles soient en mesure d'affronter la libre concurrence, et cela selon le principe, écrivait-il, que « Le protectionnisme est notre voie ; le libre-échange est notre but ». Les Editions Edi ont publié dans une édition bilingue (présentation et traduction de J-M. Brohm) un manuscrit inédit de Marx sur la « Critique de l'économie nationale » de List. L'ouvrage s'intitule « K. Marx, *Critique de l'économie politique* – Fr. Engels, *Discours d'Elberfeld - textes inédits de 1845* » (Editions EDI, Etudes et Documentation internationales, Paris 1975)

² On trouvera une traduction de l'article complet d'Engels dans le chapitre « Documents » du présent fascicule.

travail étant lui aussi une marchandise, il se vendra lui aussi au prix le plus bas » - de sorte que, vraiment, vous l'obtiendrez pour très peu d'argent, à peine ce que vous coûtent le poivre et le sel.

Et puis, en même temps que toutes les autres lois de l'économie politique se verront renforcées et confirmées par la réalisation du libre-échange, en même temps sous ce règne, la loi de la population, telle que Malthus la formule, se développera avec toute l'ampleur qu'on souhaitera.

Vous avez donc à choisir : ou vous désavouez l'économie politique tout entière telle qu'elle existe aujourd'hui, ou vous devez accorder que sous le régime de liberté des échanges, les lois de l'économie politique s'appliquent à la classe ouvrière dans toute leur sévérité.

Est-ce à dire que nous sommes adversaires du libre-échange ? Non pas, nous y sommes favorables, parce qu'à travers le libre-échange, toutes les lois économiques, avec leurs contradictions les plus déconcertantes, agiront sur une plus grande échelle et sur un plus vaste territoire, en vérité sur le territoire de la terre entière, et que de la réunion de toutes ces contradictions en un seul et même ensemble où elles s'affronteront, résultera la lutte dont l'issue sera l'émancipation des prolétaires. »

A titre documentaire, voici ce que pour sa part, **Engels** écrit en conclusion de **la préface qu'il rédige en 1888** pour la première édition en anglais du discours de Marx :

« La question du libre-échange et du protectionnisme se pose entièrement dans les limites du système actuel de production capitaliste et n'a donc aucun intérêt direct pour nous, socialistes, qui voulons supprimer ce système.

Les socialistes ne sont pas moins concernés indirectement ; ils doivent souhaiter un développement aussi libre et aussi rapide que possible de l'actuel système de production car ainsi celui-ci développera ses inévitables conséquences économiques : misère des grandes masses populaires en raison d'une surproduction qui engendrera soit des crises périodiques soit une stagnation chronique du commerce ; division de la société en une petite classe de grands capitalistes et une classe nombreuse d'esclaves salariés pratiquement héréditaires, une classe de prolétaires dont le nombre ne cesse d'augmenter pendant qu'en même temps, ils se trouvent constamment remplacés par de nouvelles machines destinées à économiser la main-d'œuvre ; en un mot, une société conduite vers l'impasse, dont il n'est d'autre issue qu'une transformation complète de la structure économique qui en forme la base.

C'est de ce point de vue que Marx, il y a quarante ans, s'est déclaré en principe pour le libre-échange comme le chemin le plus direct, celui qui conduira le plus vite la société capitaliste dans un cul-de-sac. »

2. Protagonistes

Les rubriques réunies dans ce chapitre recueillent et collationnent les données disponibles en diverses sources, dont les encyclopédies *Universalis* et *Wikipédia* pour le domaine français, *Britannica* et *Spartacus* pour le domaine anglais.

*
* *

Frédéric Bastiat (1801-1850)

Orphelin d'un riche négociant, Frédéric Bastiat quitte ses études à 17 ans et s'engage dans la carrière commerciale auprès de son oncle. Il se fera connaître à partir de 1844 pour ses qualités de pamphlétaire en faveur du libre-échange et du libéralisme sur le modèle anglais (il est un admirateur de Richard Cobden à qui il consacrera en 1845 un ouvrage intitulé *Cobden et la Ligue ou l'agitation anglaise pour le liberté du commerce*). Il est l'idéologue type de l'individualisme bourgeois, adversaire de toute intervention de l'Etat en économie et bien sûr du socialisme qu'il assimile à une entreprise de spoliation. De l'Etat, on cite souvent de lui cette définition : « L'Etat, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde ». Il sera l'auteur de référence de la droite libérale des années 1980 (les années R. Reagan aux Etats-Unis et les années M. Thatcher en Grande-Bretagne).

En 1845, il publie la première série de ses « Sophismes économiques ». Elu député des Landes le 23 avril 1848, il sera vice-président de la commission des finances. C'est dans ces fonctions qu'il sera amené à soutenir une longue polémique avec Proudhon sur la question du crédit. Le débat durera du 22 octobre 1849 au 7 mars 1850 et donnera lieu à 14 lettres reprises dans le tome V de ses œuvres complètes dans l'édition de Guillaumin en 1850 sous le titre de *Gratuité du crédit*.

Atteint de tuberculose, il meurt en 1850 quelque temps après avoir publié ses *Harmonies économiques*.

Marx dira de lui qu'il est « le représentant le plus plat, partant le plus accompli, de l'économie apologétique¹ ». Outre ses commentaires sur le débat avec Proudhon², Marx lui consacre tout un chapitre intitulé « Bastiat et Carrey » au début de ses *Manuscrits de 1857-1858* (dits les *Grundrisse*)³.

*
* *

Adolphe Blanqui 1798-1854

Adolphe Blanqui est le frère aîné du révolutionnaire Auguste Blanqui.

C'est un économiste libéral et libre-échangiste.

En 1825, il collabore au *Producteur* de Saint-Simon. Il se rapproche ensuite de Jean-Baptiste Say dont il devient l'un des principaux disciples.

En 1830, il est nommé directeur de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris qui avait été créée par J-B Say. Il succèdera en 1833 à ce dernier dans la chaire d'économie politique au Conservatoire national des Arts et Métiers.

En 1838, il est élu à l'Académie des Sciences morales et politiques. Il publie une histoire de la pensée économique que l'on tient pour son ouvrage principal : *Histoire de l'Economie politique en Europe depuis les anciens jusqu'à nos Jours*

Il a été l'un des premiers à utiliser l'expression de *révolution industrielle* dans son sens moderne.

¹ Marx, *Le Capital*, « Extrait de la postface de la seconde édition allemande », Edition Garnier Flammarion, Paris 1969, page 581

² Nous renvoyons aux annexes intitulées « L'économie vulgaire », du tome III des *Théories sur la plus-value*, pages 613-617, Editions sociales, Paris, 1976,

³ « Grundrisse », tome I, Editions sociales, Paris 1980, pages 3 à 14 : le chapitre se termine sur cette remarque : « Impossible d'aller plus loin dans ce tissu d'absurdités. Laissons donc tomber M. Bastiat. ».

C'est lui qui aidera Proudhon à échapper à un procès après la publication du premier mémoire « Qu'est-ce que la propriété ? » en 1840. Le parquet avait demandé à Blanqui son avis sur l'opportunité de poursuivre Proudhon. Blanqui plaidera pour le caractère scientifique de l'ouvrage. Le second mémoire de Proudhon lui est du reste dédié en 1841 sous le titre « *Lettre à M. Blanqui. Second Mémoire sur la propriété* ».

En 1848, il est député de la Gironde.

*
* *

John Bowring (1792-1872)

Issu d'une famille puritaine (de la secte des unitariens) établie dans le commerce des tissus, John Bowring se distingue d'abord par ses talents de polyglotte : il parlait, dit-on, plus de 100 langues et dialectes. Ce linguiste polyvalent est connu pour ses traductions et anthologies de poésie en de nombreuses langues européennes et asiatiques.

En 1821, il rencontre Jeremy Bentham dont il devient le secrétaire, l'ami et le confident et qui en fera son exécuteur testamentaire chargé de l'édition de ses œuvres. C'est lui qui éditera les 11 volumes des *Œuvres* de Bentham à partir de 1838.

En 1825, il devient rédacteur en chef de la *Westminster Review*. Ses contributions lui valent une réputation d'économiste acquis à la cause du libre-échange dont il fait figure de précurseur avant Cobden et Bright.

A partir de 1835, il est élu au parlement comme député radical et après avoir investi sans succès dans la sidérurgie du pays de Galles, il entreprend après 1840 une carrière de diplomate.

Il deviendra consul à Canton en 1849. Il est anobli en 1854, et nommé gouverneur de Hong Kong (où il jouera un rôle controversé dans le déclenchement la seconde guerre de l'opium en 1856-1860).

En 1855, il est en mission diplomatique au Siam où il impose un traité économique de libre-échange au profit des grandes compagnies britanniques, un traité qui forçait notamment le Siam à s'ouvrir au commerce de l'opium (Sir John Bowring avait des intérêts dans la plus grande société commerciale de l'époque, la Jardine, Matheson and Co Ltd qui trafiquait l'opium en Extrême Orient)

Il termine sa carrière comme ministre plénipotentiaire.

*
* *

John Bright (1811-1889)

Cet industriel du Lancashire est un autodidacte. Il est issu d'un milieu de quakers dont il gardera toute la rigueur morale.

Il révèle du reste ses talents d'orateur dans les associations religieuses luttant pour la tempérance et sur un plan plus politique, contre la dîme imposée par l'Eglise anglicane.

En 1838, il adhère à la Ligue contre la loi sur les céréales et s'engage dans une longue collaboration avec Richard Cobden auquel il apporte un soutien sans faille. Elu aux Communes en 1843, il sera ministre en 1869 dans le gouvernement libéral de William Gladstone.

Il est avec Richard Cobden le représentant type de ce qu'on appelle l'école de Manchester, un libéralisme de type utilitariste qui préconise le libre jeu des intérêts. Le libre-échange étant à ses yeux la solution naturelle de tous les problèmes économiques et sociaux, il est un adversaire acharné du charisme et de toute intervention de l'Etat dans le champ économique, notamment en matière de réduction de la durée du temps de travail.

Il sera par contre un défenseur résolu de la tolérance et de l'égalité en matière religieuse, luttant contre les privilèges de l'Eglise d'Angleterre et pour l'émancipation des juifs ainsi que pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

*
* *

Richard Cobden (1804-1865)

Orphelin de son père dès son jeune âge, Richard Cobden doit accepter un emploi de commis puis de représentant de commerce en mousseline et calicot dans l'entreprise de son oncle. Après la faillite de ce dernier, il s'associe en 1828 pour monter à Manchester une entreprise d'impression de cotonnades qui prospère.

Parallèlement il se dote d'une formation intellectuelle qui lui a manqué. Il devient le correspondant du *Manchester Times* pour les questions commerciales et économiques.

Sa fortune lui permet de se livrer dès la trentaine à sa passion des voyages.

Il publie en 1835, *L'Angleterre, l'Irlande et l'Amérique par un fabricant de Manchester* puis en 1865 un ouvrage sur la Russie.

Il prend position contre les politiques protectionnistes en matière d'échanges commerciaux.

En 1838, il est à la base de la création de l'Anti-Corn Laws League qui a pour objectif d'abolir la loi sur l'importation des céréales et plus globalement d'abolir toute mesure protectionniste : il en sera incontestablement le principal dirigeant pendant huit ans. Il est l'inspirateur d'une formidable campagne d'opinion sur le lien entre prospérité et libre-échange.

En 1841, il est élu aux Communes.

L'abolition, le 16 mai 1846, des Corn Laws par le gouvernement conservateur de Robert Peel marque le point culminant de sa carrière

Une souscription publique sera organisée en 1854 à la fois pour le remercier de son rôle dans la lutte contre les Corn Laws et pour le sauver de la ruine après de mauvaises affaires : la hauteur des sommes collectées témoigne de sa grande popularité

Il se consacre alors à la cause pacifiste, complémentaire à ses yeux de son engagement pour le libre-échange censé assurer la paix entre les peuples par la voie du commerce. C'est lui qui signera en 1860 avec Michel Chevalier, ministre de Napoléon III, l'accord de libre-échange avec la France.

Il meurt le 2 avril 1865.

*
* *

Thomas Slingsby Duncombe (1796-1861)

Thomas Slingsby Duncombe est un leader radical anglais connu à la fois pour son dandysme et pour son engagement en faveur de la cause ouvrière.

Issu d'un milieu aisé (son père était un aristocrate, grand propriétaire terrien), il entre naturellement d'abord dans la carrière militaire. Il démissionne de l'armée en 1819 pour s'engager dans les rangs des Whigs. Il est élu au parlement en 1826, puis en 1834 après la réforme électorale de 1832 qu'il avait activement soutenue. Il y défend des principes qui seront à la base du chartisme à partir de 1836. C'est du reste lui qui présentera au parlement la deuxième pétition de 1842.

Ses qualités de débateur vont lui assurer une grande popularité. Son nom est associé à diverses campagnes, notamment contre la loi des pauvres (la Poor Law) votée en 1834. Il sera un défenseur des minorités religieuses et de l'émancipation juive. Dans *La situation de la Classe laborieuse en Angleterre*, Engels parle de lui comme du « représentant de la classe ouvrière en Angleterre » (ES, p. 53) et comme « du défenseur du prolétariat au parlement (ES, p. 344). En 1845, c'est lui qui préside la *National Association of United Trades for the Protection of Labour* (NAUT). Il intervient en soutien de nombreuses grèves.

Duncombe comme la plupart des radicaux était partisan d'assurer le succès du chartisme sur sa seule force morale et sur les méthodes de persuasion pacifique, et sous cet angle, il s'est opposé à Feargus O'Connor lorsque ce dernier a préconisé le recours à l'action, fût-elle violente, pour atteindre les objectifs.

Sa passion du jeu lui vaudra un lourd endettement (dont il saura se protéger derrière son statut de parlementaire).

Atteint de bronchite, il meurt le 13 novembre 1861 à l'âge de 65 ans

*
* *

Charles Dunoyer (1786-1862)

Ce libéral français sera préfet sous la monarchie de Juillet. Membre de l'Académie des sciences morales et politiques en 1832, il sera nommé Conseiller d'Etat en 1838.

Le personnage est persuadé que le régime industriel, au sens saint-simonien du terme, est le seul susceptible d'assurer le progrès et la liberté. Il convient donc de conforter l'initiative industrielle, capable à ses yeux d'assurer le bonheur et la sécurité. L'Etat est pour lui un corps parasitaire et une source d'oppression (on lui prête cette sentence : L'Etat, très capable de nuire l'est très peu de faire le bien...; Quand l'Etat fait le bien, il le fait mal, quand il fait le mal, il le fait bien). L'assistance publique est néfaste car elle encourage la paresse et les vices des pauvres. Pour lui, la misère est un enfer salutaire. Devant la montée des revendications sociales, il ne tardera pas à évoluer sur la question de l'Etat lui reconnaissant une utilité certaine dans la fonction de maintien de l'ordre.

*
* *

Jean-Baptiste Say (1767-1832)

Issu d'une famille protestante établie dans le négoce de soierie, J-B Say entre très jeune dans le métier du commerce après les revers de fortune de sa famille, ruinée par la dépréciation des assignats.

De 1775 à 1776 (il a 19 ans), il séjourne en Angleterre pour y parfaire sa connaissance des affaires. Il y est témoin de la révolution industrielle en cours. C'est aussi l'époque où il découvre l'œuvre d'Adam Smith.

En 1803, il publie son *Traité d'économie politique*. Son libéralisme le met en délicatesse avec Napoléon qu'il avait d'abord soutenu mais qui prône une politique protectionniste.

Il s'engage alors dans le métier de la filature et se retrouve à la tête d'une manufacture de quelque 400 ouvriers. En 1815, il publie son *Catéchisme d'économie politique* dans lequel il préconise une économie de libre concurrence.

Ce n'est que sous la Restauration qu'il sera vraiment reconnu. Il est nommé en 1819 au Conservatoire national des arts et Métiers, puis au Collège de France en 1830.

J-B. Say est l'auteur d'une « loi des débouchés » selon laquelle c'est du côté de l'offre et non de la demande que se joue le développement économique : « C'est, affirme-t-il, la production qui ouvre les débouchés aux produits ». L'économie de marché est à ses yeux capable d'autorégulation, les crises de surproduction ne pouvant être que sectorielles et passagères.

*
* *

Georg Weerth (1822-1856)

Il est à double titre un compatriote d'Engels. Originaire comme lui d'Elberfeld dans le Wuppertal, il doit en effet interrompre ses études pour entrer dans le métier de la filature de coton. Comme lui, son métier de négociant en textile le conduira à travailler dès 1843 en Angleterre (à Bradford dans le Yorkshire) où il découvre les conditions de vie du prolétariat industriel.

En 1838, il se lie d'amitié avec Ferdinand Freiligrath avec lequel il partage une passion pour la poésie. Engels dira de lui, dans un texte d'hommage de mai 1883, qu'il est « le premier et le plus important poète du prolétariat allemand »

C'est en Angleterre, à Manchester, qu'il rencontre Engels auprès de qui il découvre les écrits de Marx (Engels lui fait lire le premier numéro des *Annales franco-allemandes*) et Feuerbach.

En 1845, il rejoint Marx et Engels à Bruxelles. Il est l'un des premiers membres du comité de correspondance communiste et de la Commune bruxelloise de la Ligue des communistes.

En 1848, après un détour par Paris, il compte parmi les principaux rédacteurs la *Neue Rheinische Zeitung*.

La publication en feuilleton dans la NRZ de son roman satirique *La vie et les exploits du célèbre chevalier Schnapphanski*, où il prend pour modèle le hobereau et officier prussien Maria Felix Vincenz Andreas Prince de Lichnowsky et comte de Werdenberg lui vaut des ennuis judiciaires lorsque ce dernier sera assassiné le 18 septembre 1848. Il se verra en fin de compte condamné pour diffamation en janvier 1850 à trois mois d'emprisonnement ferme dans le Wuppertal.

Après l'échec de la révolution de 1848, il s'écarte de l'activité politique et se met à voyager dans le monde pour sa profession d'agent commercial, en particulier vers les Etats-Unis, le Mexique et les Caraïbes.

Il meurt à La Havane le 31 juillet 1859 des suites d'une attaque de fièvre tropicale. Il a 34 ans.

3. Documents

Les noms suivis par un astérisque renvoient à une notice dans le chapitre 2 (*Protagonistes*) du présent fascicule.

3.1. F. Engels, *Le Congrès économique*

(*Deutsche Brüsseler Zeitung* du 23.09.47)

Engels rend compte ici des débats de la première journée du Congrès sur le libre-échange. Cet article a paru dans le numéro 76 du 23 septembre 1847 de la *Deutsche-Brüsseler-Zeitung*. Nous traduisons à partir de la version allemande disponible sur le site internet intitulé « Stimmen der proletarischen Revolution » (« Voix de la Révolution prolétarienne ») à l'adresse <http://www.mlwerke.de>

Comme chacun le sait, il ne manque pas ici d'avocats, de fonctionnaires, de médecins, de rentiers et de négociants, etc., qui, sous l'égide d'une *Association pour le libre-échange*¹ (sur le modèle de Paris) s'informent mutuellement en matière d'économie politique. Au cours des trois derniers jours de la semaine dernière, ces messieurs ont véritablement nagé dans la félicité. Ils ont en effet tenu leur grand congrès des plus grands économistes du monde. Ils ont goûté l'ineffable plaisir d'entendre les vérités de l'économie, non pas de la bouche d'un quelconque Jules Bartels², d'un Hardy de Beaulieu³, d'un nommé Faider ou Mr Fade¹ ou d'autres

¹ Il s'agit de l'*Association belge pour la Liberté commerciale* fondée en 1846 par **Adolphe Le Hardy de Beaulieu** et **Victor Faider**, avec pour objet la promotion du libre-échange. Elle était présidée par Charles de Brouckère qui sera bourgmestre de Bruxelles en 1848. Le Congrès des Économistes des 16-18 septembre 1847 a été sa principale réussite. C'était un meeting véritablement européen, peut-être le premier du genre. Il devait être suivi d'un second congrès à Paris en 1848 qui n'aura pas lieu en raison du déclenchement de la révolution. L'association sera dissoute peu de temps après. (Source : la contribution de Guido Erreygers au chapitre V de l'ouvrage collectif *The Spread of political Economy and the Professionalisation of Economists*, sous la direction de M. Angello et Marco E.L. Guidi, aux éditions Routledge, 2001.)

² **Jules Bartels** (1815-1854) est le fils d'un négociant en draps d'origine allemande installé à Bruxelles en 1795. Engagé à 15 ans contre les troupes hollandaises, il quitte la carrière militaire pour entreprendre des études d'avocat qu'il termine en 1838. Il se met aussitôt au service de son frère Adolphe qu'il défend en Assises et qu'il fait acquitter d'une accusation de complot contre l'Etat. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages juridiques. Il s'engage en politique au parti libéral ; c'est lui qui sera secrétaire du congrès libéral de 1846. En 1847, il est élu conseiller communal. Il s'emploie à animer des œuvres sociales, notamment pour la distribution de vivres aux indigents. C'est à sa demande que le conseil communal de Bruxelles ouvrira, le 11 mars 1848, une enquête sur le comportement de la police lors de l'arrestation de Marx. Il meurt en 1854, à 44 ans.

Son frère aîné, **Adolphe Bartels**, jouera un rôle politique plus marqué dans les premières années de l'indépendance de la Belgique. Catholique ultramontain, Adolphe Bartels est aussi un fervent républicain. Arrêté en février 1830 lors du procès de Louis De Potter, il est condamné à 7 ans de bannissement. Après un exil à Paris, il revient à Bruxelles où il dirige *Le débat social* de 1844 à 1845. Il sera l'un des fondateurs de l'*Association démocratique de Bruxelles* en novembre 1847, une association internationale présidée par Lucien Jottrand et dont Marx était l'un des vice-présidents. Marx soutiendra contre lui une polémique dans la *Deutsche Brüsseler Zeitung* du 19.12.1847. Adolphe Bartels évoluera vers des positions réformatrices plus radicales prônant la promotion de la classe ouvrière (Cf. Louis Bertrand, *Histoire de la démocratie et du socialisme*, Chapitre VII)

³ Il s'agit d'**Adolphe Le Hardy de Beaulieu**, que l'on ne doit pas confondre avec son cousin Charles Le Hardy de Beaulieu (1816-1871), lui aussi économiste (il est l'auteur en 1861 d'un *Traité élémentaire d'économie politique*) et l'un des fondateurs en 1855 de la *Société Belge d'Économie politique*.

sommités inconnues, non, mais de la bouche même des plus grands maîtres de cette discipline. Ils en ont été ravis, enchantés, divinement heureux et comme transportés au septième ciel.

Les moins ravis, cependant, ce furent lesdits maîtres eux-mêmes. Ils s'étaient préparés à une bataille facile et la bataille a été très rude; ils croyaient qu'ils n'avaient qu'à venir, à voir et à vaincre. Or ils n'ont vaincu qu'au moment du vote, après avoir été battus de manière décisive lors du débat du deuxième jour, et le troisième jour, ce n'est que par le biais d'un jeu d'intrigues qu'ils ont pu éviter une nouvelle et plus décisive défaite. Même si leur public béat ne s'en est pas aperçu, eux-mêmes n'ont pu que le ressentir douloureusement.

Nous avons assisté à ce congrès. A priori nous n'éprouvions aucun respect particulier pour ces puits de science dont le principal talent consiste à se contredire sans cesse et cela dans la plus grande sérénité. Mais nous devons bien avouer que ce congrès nous a ôté le peu d'estime qui nous restait pour des gens dont jusque-là nous connaissions moins bien les écrits et les discours. Nous devons bien avouer que nous avons été très étonnés d'avoir à entendre de telles platitudes, d'aussi insipides trivialités. Nous devons bien avouer que nous n'avions pas prévu que ces hommes de science seraient incapables de nous apprendre autre chose que les premiers rudiments de l'économie, ce qui pour des enfants de sept à huit ans peut être nouveau, mais que l'on présume devoir être connu par des adultes, membres de surcroît d'associations pour le libre-échange. Mais à vrai dire, ces messieurs connaissaient mieux leur public que nous.

Les Anglais sont ceux qui se sont le mieux comportés au cours de ce congrès. Ils étaient les plus intéressés par le sujet car l'ouverture des marchés continentaux leur tient vraiment à cœur : cette question du libre-échange est donc pour eux une question vitale. Pour preuve, eux qui ne parlent jamais que leur langue ont daigné défendre en français la cause de leur très cher libre-échange. On a vu clairement à quel point la question les touchait au portefeuille. Les Français se sont comportés comme de purs idéologues et comme des scientifiques exaltés. Ils ne se sont même pas distingués ni par cette tournure de pensée qu'on appelle l'esprit français ni par l'originalité de leurs conceptions. Mais au moins parlaient-ils bien français, ce qui est plutôt plus rare à Bruxelles. Les Hollandais ont été ennuyeux et pédants. Le Danois, M. David, a été tout à fait incompréhensible. Les Belges ont plutôt joué un rôle d'auditeurs passifs ; ils n'ont en tout cas jamais dépassé les limites de leur industrie nationale, qui est la *contrefaçon*. Enfin les Allemands ont constitué la *partie honteuse* de tout le congrès, si l'on excepte bien sûr Weerth*, lequel toutefois s'est davantage exprimé comme un Anglais que comme un Allemand. La palme leur serait justement revenue si un Belge, en fin de compte, ne l'avait obtenue pour sa nation.

Premier jour. Discussion générale. La Belgique a ouvert les débats par M. Faider, qui, dans toute son attitude, ses poses et son langage, nous a offert le spectacle de ce vulgaire pavanement que l'on rencontre dans les rues de Bruxelles. M. Faider n'a débité que des phrases creuses et n'a pu qu'effleurer les plus élémentaires vérités économiques. Ne nous arrêtons

¹ Engels ironise ici sur le nom de **Victor Faider** : « fade » est le même mot en allemand et en français pour signifier « insipide ». Victor Faider n'est toutefois pas une personne aussi quelconque qu'Engels affecte de le dire. Avocat de formation, il est, en effet, nous venons de le voir, l'un des fondateurs de l'*Association belge pour la Liberté commerciale* qui a pris l'initiative d'organiser le congrès de Bruxelles. Par ailleurs, il prêtera son concours à Marx lorsque celui-ci sera expulsé en mars 1848. Dans sa lettre à Marx du 18 mars 1848, Engels conseille du reste à son ami: « Ecris quelques lignes à M. Victor Faider, avocat, soit directement, soit sous couvert de Bloss, pour le remercier des démarches qu'il a effectuées dans ton intérêt et dans celui de ta femme et l'autoriser à en faire d'autres. Faider, qui s'est soudain révélé ardent républicain, s'est en effet constitué ton défenseur et va répondre au *Moniteur belge* en cette qualité et suivre l'affaire. » (*Correspondance Marx Engels*, tome 1, Éditions sociales, Paris 1971, page 526)

donc pas sur lui aussi longtemps qu'il nous a lui-même retenus avec son brouet.

Puis M. Wolowski¹, professeur etc. à Paris, est monté la tribune. Un personnage suffisant, hâbleur et superficiel, un juif polonais francisé qui a réussi à combiner en lui-même les défauts de chacune des trois nations sans aucune de leurs qualités. M. Wolowski a suscité un énorme enthousiasme par un discours très calculé et d'une étonnante sophistication. Hélas, loin d'être de sa plume, ce discours n'était qu'un simple décalque des "Sophismes économiques" de M. Frédéric Bastiat*, ce que ne pouvaient bien sûr pas savoir ceux qui étaient ici chargés d'assurer la claque. M. Wolowski a regretté que les protectionnistes français laissent à un Allemand l'initiative d'exprimer leur opposition. Mal lui en a pris. A la fin de son discours, M. Wolowski a culminé au plus haut degré du comique. Il en est venu à parler de la classe ouvrière à qui il a promis que la liberté du commerce apporterait une montagne d'or puis il s'est livré en son nom à une attaque faussement furieuse contre le protectionnisme. Oui, s'est-il exclamé, avec une voix de fausset, oui, ces protectionnistes, "ces gens qui n'ont rien là qui batte pour les classes laborieuses" – et disant cela il frappait sur son ventre rond – ces protectionnistes sont ceux-là mêmes qui nous empêchent de réaliser nos meilleures intentions et d'aider les travailleurs à sortir de leur misère. Malheureusement, toute sa fureur était trop artificielle pour faire impression sur les quelques travailleurs présents dans la galerie.

M. Rittinghausen² de Cologne, le représentant de la patrie allemande, a donné lecture d'un mémoire infiniment ennuyeux en défense du système protectionniste. Il a parlé comme un vrai Allemand. Avec les plus pitoyables grimaces du monde, il s'est lamenté sur la mauvaise situation de l'Allemagne et sur son impuissance industrielle puis il a imploré carrément les Anglais de permettre à l'Allemagne de se défendre contre leur supériorité dans le jeu de la concurrence. Comment, dit-il, Messieurs, vous voulez nous donner la liberté du commerce, vous souhaitez que nous puissions entrer librement en concurrence avec toutes les nations, alors que nous avons encore presque partout des corporations, et que nous ne sommes même pas libres de nous concurrencer librement entre nous.

M. Blanqui*, professeur et député conservateur-progressiste de Paris, auteur d'une médiocre histoire de l'économie et d'autres mauvaises œuvres, principal pilier de l'"École française" en économie, a pris alors la parole pour répondre à M. Rittinghausen. Un personnage replet, tout bouffiné, avec un visage sur lequel se lisaient, avec une hypocrite gravité, tout à la fois l'onction et la philanthropie. Chevalier de la Légion d'honneur, *cela va sans dire*. M. Blanqui a parlé avec le plus de volubilité et le moins d'esprit possible, ce qui était bien entendu le meilleur moyen d'impressionner les libre-échangistes bruxellois. Ce qu'il a dit est d'ailleurs dix fois plus insignifiant encore que ce qu'il a écrit auparavant. Permettez-nous de ne pas nous arrêter sur ces phrases creuses

Ce fut alors le tour du docteur Bowring*, député radical du Parlement et héritier de la sagesse de Bentham, dont il possède le squelette³. Il est

¹ **Louis Wolowski** (1810-1876) est issu d'une famille polonaise établie à Paris en 1831 après la répression de la révolution de 1830. Avocat de formation, c'est dans le domaine de l'économie qu'il acquiert sa notoriété. Il est un membre actif de l'*Association pour le Libre-échange* fondée à Bordeaux en 1846 par Frédéric Bastiat. Il est l'auteur en 1848 d'un ouvrage intitulé *Etudes d'économie politique et de statistique* paru chez Guillaumin, qui reproduit, page 329, son discours au Congrès de Bruxelles (l'ouvrage a été numérisé par l'université de Californie et se trouve placé dans la bibliothèque électronique de Google). Il sera élu député de la Seine à l'Assemblée constituante de 1848. En 1852, il fonde le *Crédit foncier de France* et succède en 1855 à la chaire d'Adolphe Blanqui à l'Académie des sciences morales et politiques. A la fin de sa vie, il deviendra sénateur inamovible sous la IIIe République.

² **Carl Rittinghausen** sera l'auteur d'un ouvrage intitulé *Le Système protecteur et le Libre-échange devant le Congrès des économistes de 1847* paru en français en 1851 chez H. Samuel.

³ John Bowring* avait été le secrétaire et confident du philosophe anglais Jeremy Bentham qui en avait fait son exécuteur testamentaire. Or Bentham avait souhaité qu'après sa mort, son corps fût donné à la science (ce qui était à l'époque une pratique rare et désavouée). D'où cette allusion au squelette.

lui-même une sorte de squelette de Bentham. Il est à noter que les élections étant passées, M. Bowring n'a plus jugé nécessaire de faire des concessions au peuple, mais s'est exprimé en véritable bourgeois. Il a parlé en un français correct et fluide avec un fort accent anglais, soutenant l'effet de ses paroles par la plus spectaculaire gesticulation que de mémoire nous ayons jamais vue. M. Bowring, le représentant de la bourgeoisie anglaise particulièrement intéressée par la question, a déclaré qu'il était enfin temps que l'on mette de côté tout égoïsme et que l'on sache fonder sa propre prospérité sur celle des autres. Sans oublier, bien sûr, la vieille "sagesse" économique selon laquelle il est plus rentable de faire des affaires avec un millionnaire qu'avec quelqu'un qui n'est riche que de mille thalers. Enfin on a eu droit à un hymne enthousiaste à la gloire de *cet envoyé du ciel*, le fraudeur.

Après lui, c'est un nommé M. Duchateau¹ de Valenciennes, président de *l'Association pour la protection du travail national*, qui a pris la parole et a défendu, suite à la provocation de M. Wolowski, le système protectionniste français. Il a répété avec beaucoup de calme et de clarté, les principes bien connus du protectionnisme, convaincu avec raison que cela suffirait à gâcher le plaisir des libre-échangistes pour toute la durée du congrès. Il a été sans contester le meilleur orateur du jour.

M. Ewart², Membre du Parlement, lui a répondu dans un français presque incompréhensible, répétant les platitudes des discours de la Ligue contre la loi sur les blés, ce qu'en Angleterre le moindre des gamins de rue sait par cœur depuis longtemps.

Nous ne mentionnerons M. Campan, délégué de la Société du libre-échange de Bordeaux, que pour mémoire.

Ce qu'il a dit était si insignifiant que nous ne pouvons nous en rappeler un seul mot.

Le Colonel Thompson³, membre du Parlement, a réduit toute la question à la simple histoire que voici :

Imaginons que dans une certaine ville un conducteur de fiacre offre une course pour 1 franc ½. Arrive un omnibus qui, pour la même course, ne demande qu'un franc. Résultat, diront les conducteurs de fiacre : un 1/2 franc par voyage se trouve soustrait au marché. Mais est-ce vrai? Où le 1/2 franc est-il passé ? Eh bien, avec cette somme, le client aura sans doute acheté bien d'autres choses, comme des pâtés, des gâteaux, etc. Le demi-franc n'a donc pas quitté le circuit commercial et le consommateur en a tiré plus de satisfaction. L'exemple met en présence, d'une part, le protectionniste qui prend la défense du conducteur de fiacre et, d'autre part, le libre-échangiste qui souhaite introduire l'omnibus. Le bon colonel Thompson oublie simplement que la concurrence éliminera très vite cet avantage au consommateur et lui reprendra sur un autre produit le gain qu'il aura fait sur le premier.

¹ Les comptes rendus du congrès, et notamment le discours rapporté de Wolowski, orthographient le nom en Duchataux. Sauf erreur, il s'agit de **Victor Duchataux**, auteur notamment en 1847 d'un rapport édité par « un comité institué à Valenciennes pour la défense du travail national ».

² **William Ewart** (1798-1869) est avocat de formation. Comme député radical, il jouera un rôle important dans l'abolition en 1837 de la peine capitale pour des délits mineurs. Il sera actif dans le domaine de l'éducation populaire. Il est l'auteur en 1850 d'un projet de loi sur les bibliothèques publiques.

³ **Thomas Perronet Thompson** (1783-1869) est le fils aîné d'un riche marchand et banquier, par ailleurs prédicateur méthodiste. Après une carrière dans la marine, il devient gouverneur général de Sierra Leone de 1808 à 1810, un poste dont il est relevé en raison de son hostilité à l'égard de la traite esclavagiste. On retiendra du reste son engagement anticolonialiste pour le respect des populations autochtones de l'Empire britannique. Dans les années 1820, il subit l'influence de Bentham et co-dirige, de 1825 à 1835, la *Review de Westminster*, l'organe des *utilitaristes* qu'il engage, aux côtés de John Bowring*, dans le combat en faveur du libre-échange et du suffrage universel. Il est élu à la Chambre des Communes une première fois en 1835 puis en 1847 jusqu'en 1852. Il meurt en septembre 1869.

Le dernier intervenant était M. Dunoyer*, un conseiller d'Etat à Paris, auteur de plusieurs ouvrages, dont "De la liberté du travail", dans lequel il accuse les ouvriers de faire beaucoup trop d'enfants. Il a parlé avec la véhémence propre à un conseiller d'Etat pour ne dire en même temps que des choses très insignifiantes. M. Dunoyer est un personnage *ventru* au crâne chauve, un rougeaud avec un visage de chien protubérant et qui n'est manifestement guère habitué à affronter la contradiction. Mais il est loin d'être aussi terrifiant qu'il aimerait le paraître.

Mr Blanqui* dira de ses invectives contre le prolétariat : "M[onsieur] Dunoyer dit aux peuples les mêmes vérités austères qu'au dernier siècle les Voltaire et Rousseau adressaient aux princes."

C'est ainsi que la discussion générale s'est clôturée. Nous reviendrons dans le prochain numéro sur les questions débattues au cours des deuxième et troisième jours.

3.2. F. Engels, *Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles*

(*The Northern Star* du 9.10.1847)

Cette fois, Engels rend compte du congrès bruxellois dans le journal chartiste *The Northern Star*. Le texte a paru dans le N° 520 du 9 octobre 1847 avec pour notice éditoriale : « De notre correspondant allemand ».

Le principal intérêt de cet article est qu'il livre en conclusion **une version rapportée du discours non prononcé de Marx**.

Nous traduisons à partir de la version originale en anglais disponible sur le site internet *Marx/Engels Collected Works* à l'adresse <http://www.marxists.org>.

Rappelons que les noms suivis par un astérisque renvoient à une notice dans les chapitres « Protagonistes » du présent fascicule.

Les 16, 17 et 18 septembre, s'est tenu ici, à Bruxelles, un congrès d'économie politique réunissant des industriels, des marchands, etc., pour débattre de la question du libre échange. Il a rassemblé quelque 150 participants venus de tous les pays. Les libre-échangistes anglais étaient représentés par le Dr. Bowring*, le Col. Thompson, M. Ewart et M. Brown, tous députés, par M. James Wilson, éditeur de *L'Economiste*, etc... De France sont venus M. Wolowski, professeur de jurisprudence; M. Blanqui*, député et professeur d'économie politique, auteur d'une histoire de cette science, [Blanqui, *Histoire de l'économie politique en Europe*] ainsi que d'autres ouvrages; M. Horace Say, le fils du célèbre économiste Jean-Baptiste Say*; M. Ch. Dunoyer*, membre du Conseil privé et auteur de plusieurs ouvrages sur la politique et l'économie, quelques autres encore. D'Allemagne on ne comptait la présence d'aucun libre-échangiste mais la Hollande, le Danemark, l'Italie, etc., avaient envoyé des représentants. Señor Ramon de la Sagra, de Madrid, avait annoncé son intention de participer mais il est arrivé trop tard. La présence d'un grand nombre de libre-échangistes belges doit à peine être mentionnée, tant cela va de soi.

Ainsi les plus célèbres représentants de cette science s'étaient réunis pour débattre de la question importante de savoir si le libre-échange est universellement bénéfique. Vous allez penser que les discussions d'une assemblée si prestigieuse – des discussions animées par les gloires du monde économique – ont dû être intéressantes au plus haut point. Vous vous dites que des hommes comme le Dr. Bowring, le colonel Thompson, MM. Blanqui et Dunoyer doivent avoir prononcé les discours les plus saisissants, qu'ils doivent avoir produit les arguments les plus convaincants, qu'ils doivent avoir traité de toutes ces questions sous l'angle le plus original et le plus surprenant.

Hélas ! Monsieur¹, si vous aviez été présent, vous auriez été cruellement déçu. Vos espérances et vos illusions se seraient évanouies en moins qu'une heure.

J'ai participé à d'innombrables réunions et débats publics. J'ai entendu plus de cent fois les arguments de la *Ligue contre la loi des blés*, mais jamais, je puis vous l'assurer, je n'ai entendu des propos aussi plats et proférés avec un tel degré d'auto-satisfaction.

¹ Engels s'adresse ici au directeur du journal dont il est le correspondant.

Jamais je n'ai été aussi déçu.

Ce que l'on a entendu ne mérite pas d'être appelé une discussion – c'était à peine des bavardages d'estaminet. Les grandes lumières scientifiques ne se sont jamais aventurées sur le terrain de l'économie politique au sens strict du mot. Aussi vous ferai-je grâce des banalités que l'on a entendues au cours des deux premiers jours.

Lisez deux ou trois numéros de la *League*¹ ou du *Manchester Guardian*, et vous trouverez tout ce qui a été dit, excepté, peut-être, quelques-unes des phrases spécieuses prononcées par M. Wolowski, lequel du reste les a volées dans le pamphlet publié par M. Bastiat* (le chef de file des libre-échangistes français) sous le titre de *Sophismes économiques*. Les libre-échangistes ne s'attendaient pas vraiment à rencontrer d'opposition, sauf peut-être de M. Rittinghausen, un protectionniste allemand sans relief. Mais en fin de compte, c'est un français qui s'est élevé contre eux, un industriel protectionniste du nom de Duchateau qui a parlé pour sa bourse comme M. Ewart ou M. Brown avaient parlé pour la leur. Il leur a opposé une telle résistance que le deuxième jour des débats, nombreux étaient ceux, parmi les libre-échangistes eux-mêmes, qui avouaient leur défaite sous l'angle de l'argumentation. Ils ont toutefois pris leur revanche au moment du vote - leurs résolutions ayant passé, bien sûr, presque à l'unanimité.

Le troisième jour, on a débattu d'une question qui intéresse vos lecteurs. Il s'agissait de savoir si « la mise en œuvre du libre échange est ou non bénéfique aux classes laborieuses ? » La thèse a été soutenue par M. Brown, du Sud Lancashire, dans un assez long discours prononcé en anglais ; M. Wilson et lui ont été les seuls à s'être exprimés dans cette langue, les autres participants ayant parlé en français. Dr. Bowring l'a fort bien fait, le colonel Thompson passablement bien et M. Ewart, affreusement mal. Il a répété en partie le contenu des vieux documents de la Ligue, sur un ton de pleurnicherie, tout à fait à la manière d'un pasteur de *l'Église d'Angleterre*.

Après lui s'est levé M. Weerth*, de Prusse rhénane. Vous connaissez, je pense, cet honorable Monsieur - un jeune marchand dont la poésie est réputée et appréciée dans toute l'Allemagne, et qui, pendant les années où il a résidé dans le Yorkshire, a été le témoin oculaire des conditions de vie de la classe ouvrière. Il s'y est fait un grand nombre d'amis qui seront heureux de constater qu'il ne les a pas oubliés. Comme son discours sera pour vos lecteurs la pièce la plus intéressante de tout le congrès, je le rapporterai assez longuement.

Voici son propos :

« Messieurs - vous êtes en train de discuter de l'influence du libre-échange sur les conditions des classes laborieuses. Vous professez la plus grande sympathie qui soit pour ces classes. J'en suis très heureux, mais je suis cependant étonné de ne trouver parmi vous aucun représentant de la classe ouvrière! Les classes fortunées françaises sont ici représentées par un pair de France, celles d'Angleterre le sont par plusieurs parlementaires, celles de Belgique par un ancien ministre et même celles de l'Allemagne par un honorable monsieur qui nous a livré une description fidèle de l'état de ce pays.

Mais je vous le demande : où sont les représentants des ouvriers ? Je ne les vois nulle part ; et, en conséquence, Messieurs, permettez-moi de prendre la défense de leurs intérêts².

¹ Il s'agit de la National Anti-Corn Laws League, fondée en octobre 1838 à l'initiative de Richard Cobden*.

² Il faut noter que Georg Weerth n'est pas hors sujet. Le programme du congrès prévoyait explicitement que l'on abordât les questions du libre-échange en rapport avec la condition des travailleurs.

Je sollicite le droit de prendre la parole devant vous au nom de ces cinq millions d'ouvriers anglais, parmi lesquels j'ai passé plusieurs des années les plus agréables de ma vie, que je connais bien et que j'aime. (Acclamations.)

Il est vrai, Messieurs, que la classe ouvrière a besoin de quelque générosité.

Or, jusqu'ici les travailleurs n'ont pas été traités comme des hommes, mais comme des bêtes de somme, et même comme des marchandises, comme des machines ; les industriels anglais le savent si bien qu'ils ne disent jamais « nous employons autant d'ouvriers », mais « *autant de mains* ».

C'est au nom de ce principe que les classes aisées n'ont jamais hésité à tirer profit de leurs services aussi longtemps qu'ils en ont eu besoin puis de les jeter à la rue aussitôt qu'ils n'en tiraient plus aucun bénéfice. Ainsi la condition de ces parias de la société moderne est devenue telle qu'elle ne pourrait être pire. Ou que vous tourniez votre regard, vers les rives du Rhône ou les ruelles sales et pestilentielles de Manchester, de Leeds et de Birmingham, vers les collines de Saxe et de Silésie ou vers les plaines de Westphalie, partout vous rencontrerez la même famine pâle, le même désespoir sombre dans les yeux d'hommes qui réclament en vain leur place et leurs droits dans la société civilisée. » (Grand émoi.)

M. Weerth a ensuite exprimé son avis que si le protectionnisme n'offre aucune protection aux travailleurs, le libre-échange, pour sa part, ne changera jamais rien à leur misérable condition - et cela dit avec beaucoup de clarté bien que lui-même soit favorable au libre échange, il ne s'est pas du tout associé aux illusions des libre-échangistes quant aux effets bénéfiques sur les classes laborieuses de la mise en œuvre de leur système. Au contraire, avec le libre-échange, le plein épanouissement de la libre concurrence forcerait les travailleurs à se livrer entre eux à une concurrence des plus acharnées, de même qu'il inciterait les capitalistes à entrer de plus en plus en compétition les uns contre les autres. La totale liberté de concurrence donnerait inévitablement une énorme impulsion à l'invention de nouvelles machines, mais elle entraînerait un licenciement des travailleurs plus important encore qu'aujourd'hui. Il stimulerait la production dans tous les secteurs, mais pour cette raison même, il entraînerait dans la même mesure la surproduction, l'encombrement des marchés, et les faillites commerciales. Les libre-échangistes ont prétendu que ces terribles conséquences n'auraient pas lieu sous un système de liberté commerciale alors que c'est exactement le contraire qui se produirait, les faillites augmentant et se multipliant plus que jamais.

Sans doute était-il possible, dit encore M. Weerth, et même certain, qu'au début, la baisse des prix bénéficierait aux travailleurs, qu'un coût de production moindre augmenterait la consommation et l'offre d'emploi, mais cet avantage se réduirait bien vite à rien, la concurrence des travailleurs entre eux les ramenant bientôt à leur ancienne condition de misère et de famine. Après ces derniers arguments et d'autres (qui ont frappé l'assemblée par leur nouveauté car ils ont été écoutés avec la plus grande attention, quoi qu'en ait dit le journaliste du *Times* qui, pour s'en débarrasser, n'a pu que leur opposer un effronté mais significatif ricanement (voir *Lieux communs chartistes* dans le *Times* du 20 septembre 1847 sous le titre « Le congrès du libre-échange à Bruxelles »), M. Weerth a conclu comme suit :

« Et ne pensez pas, Messieurs, que ce sont là mes opinions personnelles ; elles sont aussi celles des ouvriers anglais, une classe que j'aime et respecte, parce qu'elle se compose d'hommes intelligents et énergiques (acclamations « de courtoisie ») et je prouverai cela par quelques faits. Pendant six années complètes, ces messieurs de la League, que nous voyons ici, ont quémanté mais en vain, l'appui des travailleurs. Ces derniers n'ont jamais oublié que les capitalistes étaient leurs ennemis naturels ; ils se sont rappelé les émeutes de la League de 1842,

[119] et l'opposition des patrons à la loi des Dix heures. C'est seulement vers la fin de 1845 que les Chartistes, l'avant-garde de la classe ouvrière, se sont associés pendant un moment à la League, afin d'écraser leur ennemi commun, l'aristocratie terrienne. Mais ce ne fut que provisoire, et ils ne se sont jamais laissés tromper par les promesses illusoire de Cobden*, Bright* et compagnie sur le prétendu rapport entre pain bon marché, salaires élevés, et plein emploi. Non, à aucun moment ils n'ont compté sur autre chose que leurs propres forces et leurs propres chefs de file comme l'infatigable Duncombe*, et comme Feargus O'Connor*, lequel, malgré les calomnies (à ce moment M. Weerth a tourné son regard vers le Dr. Bowring, qui a fait un mouvement rapide et convulsif) - oui, malgré toutes les calomnies, siégera dans quelques semaines sur les mêmes bancs que les vôtres à la Chambre des Communes.

Au nom donc de ces millions de travailleurs qui ne croient pas que le libre échange fera des merveilles pour eux, je vous invite à chercher d'autres moyens pour améliorer vraiment leurs conditions de vie. Je vous y invite, Messieurs, dans votre propre intérêt. Vous n'avez plus à craindre l'empereur de toutes les Russies ; vous ne redoutez pas une invasion des Cosaques, mais si vous n'y prenez garde, vous devrez craindre le soulèvement de vos propres ouvriers, et ils seront plus terribles que tous Cosaques du monde. Les travailleurs, Messieurs, ne veulent plus de vos discours ; ils veulent des actes. Et vous n'avez aucune raison d'en être étonnés. Ils se rappellent très bien qu'en 1830 et en 1831, quand ils ont conquis la Reform Bill à Londres, quand ils ont combattu pour vous dans les rues de Paris et de Bruxelles, ils ont été chaudement félicités ; mais lorsque quelques années plus tard, ils ont réclamé du pain, alors ils ont été reçus par des balles et par des baïonnettes. (« Oh ! Non, non ! Oui, oui ! Buzançais¹, Lyon². ») Je vous le répète, donc : mettez en œuvre votre libre-échange, soit ; mais en même temps, pensez à d'autres mesures pour la classe ouvrière, ou vous vous repentirez. » (Fortes acclamations.)

Juste après M. Weerth, le Dr Bowring* s'est avancé pour lui répondre.

« Messieurs », a-t-il déclaré, « je puis vous assurer que l'honorable membre qui vient de s'asseoir n'a pas été choisi par les travailleurs anglais pour les représenter à ce congrès. Au contraire, c'est à nous que le peuple anglais dans sa majorité a accordé ses suffrages, et, en conséquence, nous réclavons le droit d'être ses véritables représentants. »

Il a poursuivi alors pour montrer les effets bénéfiques du libre-échange, avec pour preuve, l'augmentation des importations de nourriture en l'Angleterre depuis l'introduction, l'année dernière, des nouveaux tarifs douaniers. [c-à-d., la levée en 1846 des lourdes taxes sur le blé importé]. Tant d'œufs, tant de beurre, de fromage, de jambon, de lard, tant de têtes de bétail, etc., etc. : qui donc pourrait avoir mangé tout cela, sinon les travailleurs d'Angleterre ? Il a cependant tout à fait oublié de nous dire quelles quantités des mêmes articles ont été produites en moins en Angleterre depuis que la concurrence étrangère y a été introduite.

¹ Le 13 janvier 1847, la commune de **Buzançais** non loin de Châteauroux est le théâtre d'une émeute de la faim dans un contexte de disette et de cherté du pain après des récoltes désastreuses. Un convoi de blé destiné au marché d'Issoudun est arrêté et réquisitionné par une foule composée de journaliers et de manœuvres. Pendant la nuit, une grosse minoterie voisine est saccagée et il y a mort d'homme : un marchand sommé de vendre son blé moins cher tue l'un des manifestants et se fait aussitôt lyncher. Le pouvoir réagit avec une extrême violence. L'armée est aussitôt envoyée sur place, et après une instruction des plus rapides, des lourdes condamnations sont prononcées, dont 3 condamnations à mort et 9 au travaux forcés à perpétuité. Les exécutions auront lieu sur la place publique de Buzançais le 16 avril 1847. En 1880, Jules Vallès donnera de l'évènement une version romancée sous le titre *Les Blouses*.

² Cette protestation rappelle la double insurrection des Canuts à Lyon en novembre 1831 et en avril 1834. Une troisième insurrection aura lieu en février 1848.

Il a tenu pour acquis qu'une importation accrue était une preuve irréfutable de consommation accrue. Il n'a jamais précisé d'où ces travailleurs de Manchester, de Bradford, et de Leeds, qui aujourd'hui battent le pavé sans pouvoir trouver d'emploi, d'où ces hommes ont tiré l'argent pour payer cette prétendue augmentation de consommation et d'agrément offerts par le libre-échange, parce que pour notre part, nous n'avons jamais entendu dire que les patrons leur ont fait cadeau d'œufs, de beurre, de fromage, de jambon, et de viande en échange d'aucun travail. Il n'a jamais dit un mot sur l'actuelle situation dépressive dans laquelle se trouve le commerce et dont on affirme dans tous les journaux qu'elle est sans précédent. Il n'a pas semblé savoir que toutes les prévisions des libre-échangistes depuis la mise en œuvre de ces mesures se sont révélées tout juste l'inverse de la réalité. Il n'a pas eu un mot de sympathie pour les souffrances de la classe ouvrière, mais, au contraire, il a présenté les sombres conditions de vie actuelles qui sont les siennes comme le plus lumineux, le plus heureux, et plus confortable état qu'elle puisse raisonnablement souhaiter.

Les travailleurs anglais, maintenant, peuvent choisir entre leurs deux représentants.

Une foule d'autres participants se sont succédé, dissertant sur tous les sujets imaginables, à l'exception de ce qui était en débat. M. Adam, député de Belfast (?), a développé un interminable laïus sur le filage du lin en Irlande, et a assommé l'assistance avec des statistiques. M. Ackersdijk, un professeur hollandais, a parlé de la vieille et de la jeune Hollande, de l'université de Liège, de Walpole, et de De Witt. M. Van de Castele a parlé de la France, de la Belgique, et du ministère. M. Asher, de Berlin, du patriotisme allemand et d'un certain nouvel article qu'il a nommé une denrée spirituelle. M. Den Tex, un Néerlandais, a parlé de Dieu sait quoi.

Enfin, alors que l'assistance entière était à moitié endormie, elle a été réveillée par M. Wolowski, qui est revenu au sujet du jour et a voulu répondre à M. Weerth. Son discours, comme tous ceux qui ont été prononcés par les Français, a prouvé combien les capitalistes français redoutent l'accomplissement des prophéties de Weerth ; ils parlent des souffrances de la classe ouvrière avec une telle sympathie feinte, de si hypocrites pleurnicheries que celui qui voudrait les prendre au sérieux serait aussitôt détrompé par la rondeur de leurs ventres, par le masque d'hypocrisie qui leur colle tant au visage, par le caractère pitoyable des remèdes qu'ils proposent et par le contraste évident entre leurs discours et leurs actes. Ils n'ont par ailleurs jamais réussi à tromper un seul ouvrier.

Puis le Duc d'Harcourt, pair de France, s'est levé et a réclamé à son tour, au nom des capitalistes français, des députés, etc., présents le droit de représenter les travailleurs français. Il s'est ainsi comporté comme Dr. Bowring revendiquant de représenter le Chartisme anglais. Puis M. James Wilson a pris la parole, répétant les arguments éculés de la Ligue sur le ton assoupi d'un quaker de Philadelphie.

Tout ceci vous montre la qualité du débat.

Le Dr. Marx, de Bruxelles, que vous connaissez comme le représentant de loin le plus doué de la démocratie allemande, avait également réclamé son tour de parole. Il avait préparé un discours, qui, s'il avait été prononcé, aurait empêché les « gentilshommes » du congrès de passer au vote sur la question. Mais le discours de Weerth les avait comme refroidis. Ils ont donc résolu de ne plus laisser parler personne dont ils ne seraient pas sûrs de l'orthodoxie. Ainsi, ces messieurs Wolowski, Wilson, et toute la sainte compagnie ont-ils joué la montre, et lorsqu'on est arrivé vers quatre heures, il restait encore six ou sept orateurs à vouloir parler, mais le Président a clôturé soudain les débats, l'ensemble des parfaits imbéciles, ignorants et valets de ce prétendu congrès d'économie politique votant alors à l'unanimité moins une voix (celle du pauvre imbécile de protectionniste allemand dont nous avons parlé plus haut) - les démocrates n'ont pas pris part au vote - une motion selon

laquelle le libre-échange est extrêmement bénéfique pour les travailleurs et qu'il les libérera de la misère et de la détresse.

Comme le discours de Marx, bien qu'il n'ait pas été prononcé, offre la réfutation la meilleure et la plus saisissante qui soit de ce mensonge effronté, et vu qu'en dépit des centaines de pages qui ont été écrites pour et contre sur le sujet, son contenu gagne à être connu en Angleterre, je vous en propose quelques extraits.

Discours du Dr. Marx sur le protectionnisme, le libre-échange et la classe ouvrière.

« Il existe deux sectes de protectionnistes.

La première, représentée en Allemagne par le Dr. List*, n'a jamais envisagé de protéger le travail manuel. Au contraire, chaque fois qu'ils ont exigé des protections douanières, c'est pour écraser le travail manuel par les machines et pour remplacer la petite production familiale par la grande industrie moderne. Ils ont toujours eu pour but d'assurer le règne des classes fortunées (de la bourgeoisie), et plus particulièrement l'hégémonie de la grande production capitaliste. Ils ont en effet ouvertement proclamé que la ruine des petits industriels, des petits marchands et des petits fermiers, si on pouvait la déplorer, était tout à fait inévitable.

La seconde école protectionniste préconise non seulement des mesures de protection mais une interdiction absolue des importations.

Ils ont proposé de protéger le travail manuel contre l'invasion des machines aussi bien que contre la concurrence étrangère. Ils ont proposé de protéger par des mesures strictes non seulement les industries du marché intérieur mais également l'agriculture et la production nationale de matières premières.

Et où cette école en est-elle arrivée ?

À empêcher non seulement l'importation de produits manufacturés étrangers, mais le progrès de l'industrie nationale lui-même.

Ainsi le système protectionniste est-il venu buter contre ce dilemme. Ou bien il protège le progrès de l'industrie nationale mais il sacrifie alors l'emploi manuel, ou bien il protège cet emploi, mais il sacrifie l'industrie nationale.

Les protectionnistes de la première école, ceux qui pour s'imposer dans la compétition ont en vue le progrès de machinisme, de la division du travail et de la concurrence, déclarent à la classe ouvrière qu' «en tout cas si vous devez être licenciés, il est préférable que vous le soyez par vos propres compatriotes que par des étrangers. »

Les classes laborieuses doivent-elles s'y résoudre? Je ne le pense pas. Ceux qui produisent toute la richesse et les biens matériels des nantis ne peuvent se satisfaire de cette piètre consolation. Ils exigeront de plus substantiels avantages en échange de leur travail.

Mais les protectionnistes affirment qu' « après tout, nous maintenons la société en son état actuel. D'une façon ou d'autre, nous assurons à l'ouvrier l'emploi qu'il souhaite. Nous avons le souci qu'il ne perde pas son emploi à cause de la concurrence étrangère. »

Ainsi soit-il. Ainsi, dans le meilleur cas, les protectionnistes reconnaissent qu'ils ne peuvent aboutir à rien de meilleur que le maintien du statu quo.

Les classes laborieuses ne souhaitent pas le maintien de leur condition actuelle, mais son amélioration. Le protectionniste dispose alors d'un dernier refuge. Il prétendra qu'il n'est pas du tout défavorable aux ré-

formes sociales dans le cadre d'un pays, mais que la première chose à faire pour assurer leur succès sera de se garantir contre toute perturbation que pourrait provoquer la concurrence étrangère.

« Mon système, » dit-il, « n'est pas un système de réforme sociale, mais si nous devons reformer la société, qu'avons-nous de meilleur à faire que d'agir dans le cadre national, avant que nous parlions des réformes dans nos relations avec d'autres pays ? »

L'argument est en vérité très spécieux mais sous cette apparence plausible, on nous donne à voir une très étrange contradiction. Le système protectionniste, tandis qu'il donne des armes au capital d'un pays contre le capital des pays étrangers, pendant qu'il renforce le capital contre les étrangers, croit en même temps que ce capital, ainsi armé, ainsi renforcé, sera faible et impuissant quand il se verra opposé au travail.

Mais enfin, pourquoi ferait-on appel à la pitié du capital, comme si le capital, en tant que tel, pouvait jamais se montrer compatissant. Les réformes sociales ne résultent jamais de la faiblesse du fort, mais toujours de la force du faible¹.

Mais il n'est pas du tout nécessaire d'insister sur ce point.

A partir du moment où les protectionnistes conviennent que les réformes sociales ne résultent pas nécessairement de leur système, mais constituent une question tout à fait distincte, dès ce moment, ils sortent du champ de la question dont nous discutons.

Nous pouvons donc les quitter sur ce sujet afin de passer en revue les conséquences du libre-échange sur la condition de la classe ouvrière.

Le problème de savoir ce que sera l'influence de la totale libéralisation du commerce sur la situation des classes laborieuses est très facile à résoudre. Ce n'est pas même un problème. S'il y a quelque chose de clairement exposé en économie politique, c'est bien le destin qui attend la classe ouvrière sous le règne du libre-échange. Toutes ces lois développées dans les travaux classiques sur l'économie politique sont strictement vraies à la seule condition que le commerce soit délivré de toutes ses chaînes, que la concurrence soit parfaitement libre, non seulement à l'intérieur d'un seul pays, mais sur toute la surface de la terre.

Ces lois, que A. Smith et Ricardo ont développées, ces lois en vertu desquelles la richesse est produite et distribuée, ces lois se montrent plus vraies, plus exactes, cessant de n'être que des abstractions, dans la mesure même où le libre-échange est mis en œuvre. Et les sommités de cette science, en traitant de n'importe quel sujet économique, nous indiquent sans cesse que tous leurs raisonnements sont fondés sur la présupposition que le commerce doit être libéré de toute entrave.

Ils ont tout à fait raison de suivre cette méthode. Car ils ne s'adonnent pas à des abstractions arbitraires ; ils ne font qu'écartier de leur raisonnement une série de circonstances accidentelles.

Ainsi il peut être juste d'affirmer que les économistes - Ricardo et les autres - en savent plus sur ce que sera la société que sur ce qu'elle est. Ils en savent plus sur le futur que sur le présent. Si vous souhaitez lire dans le livre de l'avenir, ouvrez Smith, Say* ou Ricardo. Là vous trouverez décrite, aussi clairement que possible, la condition qui attend l'ouvrier sous le règne du libre-échange accompli. Prenez, par exemple, l'autorité de Ricardo, la plus haute de toutes.

¹ Une jolie formule par inversion, typique du style de Marx dans ses premiers écrits. On se souvient du couple « la critique des armes » et « les armes de la critique » dans sa *Critique de la philosophie du droit de Hegel* parue dans les *Annales franco-allemandes* de 1844.

Quel est le prix naturel du travail d'un ouvrier, économiquement parlant ? Ricardo répond : « des salaires réduits à leur minimum, à leur niveau le plus bas. »

Le travail est une marchandise aussi bien que n'importe quelle autre.

Or le prix d'une marchandise est déterminé par le temps nécessaire à la produire.

Que réclame donc le travail pour être produit en tant que marchandise?

Exactement ce qui est nécessaire pour produire la somme des marchandises indispensables pour que le travailleur puisse se nourrir, pour qu'il puisse compenser les effets de son usure et soigner ses éventuelles blessures, pour qu'il puisse vivre et d'une façon ou d'une autre reproduire son espèce.

Il ne nous faut cependant pas croire que l'ouvrier ne dépassera jamais ce niveau le plus bas de son salaire, ni qu'il ne régressera jamais en dessous de lui. Non, selon cette loi, la classe ouvrière connaîtra pendant un certain temps une vie plus heureuse, elle obtiendra pendant un certain temps davantage que le minimum, mais cet excédent ne viendra que suppléer la période de stagnation industrielle où les travailleurs recevront moins que le minimum. C'est-à-dire que durant un certain temps, une phase toujours périodique, au cours de laquelle le commerce connaît un cycle de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, prenant la moyenne de ce que le travailleur a reçu en plus et de ce qu'il a reçu en moins, nous constaterons que dans l'ensemble, il n'aura reçu ni plus ni moins que le minimum ; ou, en d'autres termes, que la classe ouvrière se sera reproduite comme telle, après beaucoup de misères, beaucoup de douleurs, laissant derrière elle un grand nombre de cadavres sur le champ de bataille industriel.

Mais quelle importance ? Il reste que cette classe existe, et que non seulement elle existe, mais qu'elle sera devenue plus nombreuse.

Cette loi, selon laquelle le niveau le plus bas des salaires correspond au prix normal du travail en tant que marchandise, se réalisera conformément à l'hypothèse de Ricardo sur l'accomplissement du libre-échange.

Nous acceptons tout ce qui a été dit des avantages du libre-échange. Les capacités de la production augmenteront, les taxes et autres droits de douane disparaîtront, tous les produits seront vendus à un meilleur prix. Et quoi donc encore, selon Ricardo ? « Le travail étant lui aussi une marchandise, il se vendra lui aussi au prix le plus bas » - de sorte que, vraiment, vous l'obtiendrez pour très peu d'argent, à peine ce que vous coûtent le poivre et le sel.

Et puis, en même temps que toutes les autres lois de l'économie politique se verront renforcées et confirmées par la réalisation du libre-échange, en même temps sous ce règne, la loi de la population, telle que Malthus la formule, se développera avec toute l'ampleur qu'on souhaitera.

Vous avez donc à choisir : ou vous désavouez l'économie politique tout entière telle qu'elle existe aujourd'hui, ou vous devez accorder que sous le régime de liberté des échanges, les lois de l'économie politique s'appliquent à la classe ouvrière dans toute leur sévérité.

Est-ce à dire que nous sommes adversaires du libre-échange ? Non pas, nous y sommes favorables, parce qu'à travers le libre-échange, toutes les lois économiques, avec leurs contradictions les plus déconcertantes, agiront sur une plus grande échelle et sur un plus vaste territoire, en vérité sur le territoire de la terre entière et que de la réunion de toutes ces contradictions en un seul et même ensemble où elles s'affronteront, résultera la lutte dont l'issue sera l'émancipation des prolétaires. »

3.3. Georg Weerth, *Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles*

L'intervention de Georg Weerth* a été publiée en français dès octobre 1847 dans l'hebdomadaire bruxellois *l'Atelier démocratique*¹, puis en allemand dans une revue intitulée « Die Ameise » (La fourmi).

Le texte se trouve dans le deuxième tome des « Sämtliche Werke » de Georg Weerth publiées à Berlin en 1956.

Nous traduisons à partir de la version allemande disponible sur l'Internet à l'adresse <http://www.llb-detmold.de/lla/weerth.html>

Messieurs,

Nous avons vu au cours de ces deux journées se manifester de tous côtés beaucoup de sollicitude pour le bien-être des classes laborieuses, et l'influence qu'aura sur leur sort l'introduction du libre-échange constituera même aujourd'hui l'objet exclusif de la discussion. Or il me paraît quelque peu surprenant de n'avoir vu jusqu'à présent aucun représentant des travailleurs dans cette enceinte où n'est représentée que la grande bourgeoisie fortunée. La bourgeoisie française l'est par un Pair de France, la bourgeoisie anglaise par plusieurs députés ; la bourgeoisie belge a délégué un ancien ministre. Même la bourgeoisie allemande se trouve représentée en proportion de son rôle parmi les nations industrielles européennes. *Mais où sont les porte-parole des travailleurs ?* Permettez-moi donc, Messieurs, de prendre la parole au nom des travailleurs.

(Applaudissements)

Je le revendique en leur nom et particulièrement au nom des 3 millions² d'ouvriers anglais au milieu desquels j'ai passé plusieurs des années les plus fructueuses de ma vie et dont le souvenir sera toujours l'un des plus chers à mon cœur.

(Applaudissements).

C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai perçu dans cette assemblée d'amicales dispositions à l'égard des travailleurs. Car il faut bien le dire : les ouvriers sont en droit d'exiger un peu plus de générosité que ce qu'ils ont reçu en partage jusqu'à présent.

Jusqu'à présent, en effet, que ce soit dans la science économique ou dans la pratique industrielle, on les a traités non pas comme des êtres humains doués de sensibilité, même pas comme des bêtes de somme, mais comme une quelconque marchandise. On a subordonné leur sort non pas à leurs besoins en tant qu'hommes, mais aux lois rigides et

¹ Dans un supplément vendu séparément, si l'on en croit Engels qui évoque le détail dans sa (longue) lettre à Marx du 28-30 septembre 1847 (*Correspondance Marx Engels*, tome 1, page 485, Editions sociales, Paris 1971). *L'atelier démocratique* était un hebdomadaire dirigé par Louis Heilberg (membre de la ligue des Communistes, il compte parmi les signataires de la circulaire du 11 mai 1846 contre Hermann Kriege. Cf. notre fascicule 3). Le journal a paru entre 1846 et 1847.

² Le chiffre sera corrigé par Engels (qui mentionne 5 millions d'ouvriers) dans son article du *Northern Star* où il rend compte du discours de Weerth.

aux hasards impitoyables du marché. Oui, cette manière de voir s'est à ce point enracinée dans la bourgeoisie anglaise que dans ce pays, les industriels ne disent pas: j'occupe 100 personnes, mais j'occupe 200 mains. C'est pourquoi, la bourgeoisie n'a jamais eu de scrupule à déplacer les travailleurs de leur secteur professionnel pour les utiliser à de nouvelles productions chaque fois que l'intérêt des capitalistes était en jeu, et elle n'a pas jamais eu peur non plus de jeter ses ouvriers à la rue et de les abandonner sans ressources, chaque fois que leur travail ne paraissait plus assez rentable aux yeux du Capital.

On en est ainsi arrivé au point que la situation de ces parias de la société industrielle est partout la même : terrifiante, épouvantable. Où que vous portiez votre regard, Messieurs, que ce soit vers les rives en fleurs du Rhône ou vers les ruelles sales et puantes de Manchester, de Leeds et de Birmingham, que ce soit par delà les montagnes de Silésie et de Saxe ou les plaines de Westphalie, que ce soit non loin d'ici, dans les rues de cette capitale, partout, partout vous rencontrerez des visages de travailleurs au teint pâle et creusés par la faim, partout vous trouverez la même misère d'un prolétariat qui cherche vainement sa place et ses droits dans la société.

(Grand éclat).

Je ne sais si cette terrible situation que subissent plusieurs millions de personnes est une dette dont elles doivent s'acquitter au système protectionniste, mais ce que je sais, c'est que ce système n'offre aucun remède à ce mal cruel. Son pouvoir ne s'étend pas jusque là. En tout cas, la situation de l'ouvrier s'est à ce point détériorée qu'elle ne peut être pire, et c'est pourquoi, il apprécie, comme je le fais moi-même, tout changement, quel qu'il soit pourvu qu'il lui apporte un soulagement provisoire.

C'est la raison pour laquelle je m'oppose au protectionnisme.

(Applaudissements.)

Je suis un partisan résolu du libre-échange ; de quelque point de vue qu'on le défende, le protectionnisme ne vaut à mes yeux pas un sou.

(Applaudissements)

Mais je suis loin de partager les illusions des libre-échangistes, loin de croire avec eux que le libre-échange puisse améliorer de manière durable le sort des travailleurs.

Le libre-échange va donner au principe de libre concurrence son plein épanouissement, je le reconnais volontiers et ne veux pas examiner ici s'il peut véritablement constituer le principe de base d'une société. Je concède volontiers qu'une concurrence plus vive aboutira à une diminution de prix de toutes les marchandises, que cette diminution entraînera une plus grande consommation et de cette manière, une production accrue, qu'il en résultera un plus grand nombre d'emplois, et que les ouvriers jouiront ainsi, du moins un certain temps, du double avantage de hauts salaires et de produits moins chers.

Mais combien de temps durera cette splendeur? Hélas, peu de temps! A côté de ses conséquences bénéfiques, la libre concurrence ne tardera pas à faire ressentir ses effets néfastes. La libre concurrence des capitaux n'étant plus limitée à un seul pays s'exercera bientôt sur une échelle bien plus grande qu'aujourd'hui. Elle conduit nécessairement à rechercher les moyens d'une production accrue notamment par l'invention de nouvelles machines. Comme toujours, ces machines rendront les travailleurs inutiles et parce qu'ils doivent vivre, ceux-ci joueront le rôle qui est aujourd'hui celui des Irlandais face aux ouvriers anglais; ils proposeront leur travail à moindre prix. Pour sa part, le fabricant, qui doit veiller à réduire ses coûts de production s'il ne veut pas succomber devant la concurrence, ne manquera pas de tirer profit de cette compétition entre les travailleurs et très vite ainsi les salaires re-

viendront à leur taux actuel, autrement dit à ce presque rien d'indispensable avec lequel le travailleur doit subsister. Et comme toujours, ce seront les travailleurs qui seront victimes de la concurrence entre capitalistes. Car, Messieurs, nous connaissons comme auparavant la surproduction, la surcharge des marchés et les crises commerciales. Et elles seront plus intenses, plus violentes qu'aujourd'hui.

Et vous, Messieurs les libre-échangistes, vous vous trompez absolument si vous pensez que le libre-échange mettra un terme aux crises. Non, celles-ci doivent se reproduire, car elles sont la conséquence même de la libre concurrence entre des capitaux, qui, lorsqu'ils se portent vers une branche industrielle, ne se laissent guider que par la recherche de leurs profits, sans rien considérer des relations entre d'une part, la production et d'autre part, l'offre et la demande dans leur rapport à la production, relations dont les individus eux-mêmes peuvent à peine s'imaginer l'ampleur.

(Tension soutenue parmi l'assistance)

Vous voyez donc, Messieurs, que si le libre-échange peut momentanément améliorer le sort de l'ouvrier, celui-ci retrouvera bientôt la misère qui fait aujourd'hui son ordinaire. Messieurs, je n'exprime pas ici mon point de vue individuel, mais celui des plus sensés et des plus éclairés parmi les ouvriers anglais.

Quelques faits vont vous le prouver. Durant six années entières, la Ligue¹ en Angleterre a poursuivi sa campagne d'agitation en faveur du libre-échange et cependant elle n'est pas parvenue à rallier les Chartistes. C'est que ces derniers savaient trop bien que les libre-échangistes sont leurs ennemis naturels, et qu'une alliance avec eux ne vaut pas la peine. Ils se souvenaient du précédent de 1842² à Manchester et de la résistance acharnée que la bourgeoisie avait alors opposée à la Loi des dix heures que les ouvriers réclamaient³.

Ce n'est qu'au bout de sept ans que les chartistes ont adhéré à la Ligue afin de combattre leur ennemi commun, l'aristocratie terrienne, que la bourgeoisie ne pouvait vaincre seule. Mais jamais, les ouvriers anglais n'ont cru un seul mot des promesses trompeuses de MM Cobden*, Bright* et consorts. Jamais ils n'ont accordé crédit au slogan bourgeois sur la prétendue association du pain bon marché avec le plein emploi et les hauts salaires. Non, ils n'ont cherché leur salut que dans leurs propres forces et sous la bannière de la Charte et celle de leurs dirigeants, de l'infatigable combattant de la liberté qu'est Duncombe* et malgré toutes les calomnies de la presse bourgeoise, Messieurs les membres du Parlement britannique, ils ont élu pour les représenter l'agitateur irlandais Feargus O'Connor*.

(Applaudissements.)

Au nom de ces millions de travailleurs qui, avec moi, ne peuvent croire que le libre-échange est une panacée, je vous demande de réfléchir à d'autres moyens que celui-là si nous voulons vraiment améliorer la situation des classes laborieuses

Pensez-y, Messieurs, c'est dans votre propre intérêt.

¹ Il s'agit de l'Anti-corn Laws League

² La date sera corrigée par Engels : 1845

³ La nouvelle loi anglaise sur les fabriques venait d'être votée le 8 juin 1847 : elle réduisait à 10 heures la journée de travail. Le vote avait été acquis contre la tenace résistance des libéraux (dont celle de Bright* à qui Georg Weerth s'adresse ici expressément) avec l'appui des députés conservateurs qui entendaient ainsi faire payer à la bourgeoisie industrielle la récente abolition des lois protectionnistes sur le commerce des céréales. Sur l'histoire de la législation du travail en Angleterre, **il faut absolument lire les pages que Marx consacre, au chapitre X du *Capital*, à la journée de travail** et plus particulièrement le paragraphe 6 sur la *législation manufacturière anglaise de 1833 à 1864* (pages 208 et suivantes de l'édition Garnier Flammarion, Paris 1969)

Car ce que vous avez à craindre, ce n'est plus une hostile incursion de Cosaques, mais la guerre que pourraient mener contre vous vos ouvriers, la guerre des pauvres contre les riches, la guerre des esclaves blancs contre leurs oppresseurs. Les ouvriers en ont assez de ces promesses qui ne sont pas respectées ; ils ne veulent plus rien savoir de ces promesses en l'air. Ils exigent des satisfactions plus matérielles. Ils exigent de votre part des actes; ils n'ont plus aucune confiance dans vos paroles. Et ne vous en étonnez pas : l'ouvrier qui, à Londres, a soutenu la Reform-Bill¹, celui qui s'est battu pour vous dans les rues de Paris et de Bruxelles en 1830 se rappelle très bien que lorsque plus tard il a demandé du pain et du travail pour vivre, il n'a reçu de vous, que ce soit à Paris, à Lyon ou à Manchester, au lieu de pain, que de la mitraille.

Et vous, mes compatriotes allemands, souvenez-vous des tisserands silésiens²; ils n'ont rien oublié et ils ont beaucoup appris.

C'est la raison pour laquelle je le dis une fois encore, Messieurs: *si vraiment vous voulez aider les travailleurs, alors réfléchissez à quelque chose de meilleur que le libre-échange!*

¹ Autrement dit la loi de réforme électorale de 1832 : la déception que cette loi provoquera au sein des masses populaires et de la petite bourgeoisie exclues des bénéfices de la réforme sera l'un des facteurs qui ont donné naissance au mouvement chartiste.

² Entre le 4 et 6 juin 1844 s'est produite en Silésie, non loin de la ville de Reichenbach, une insurrection de tisserands à domicile que l'exploitation patronale et la concurrence de l'industrie anglaise avaient réduits à la misère. La répression par l'armée avait suscité une vive émotion en Prusse. L'événement fera l'objet d'une vive controverse entre Marx et Ruge dans le *Vorwärts* du mois d'août 1844. Nous renvoyons sur ce point à notre fascicule 2.

3.4. F. Engels. Introduction de 1888 à l'édition anglaise de « Sur la question du libre-échange »

Nous traduisons à partir de la version disponible sur le site *Marx-Engels Collected Works*, volume 26, à l'adresse www.marxist.org.

*
* *

« Je viens de terminer, après de nombreuses interruptions, une longue préface à l'édition anglaise de l'essai de Mohr¹ sur le libre-échange (Bruxelles 1848) qui doit paraître à New-York » : c'est en ces termes qu'Engels annonce à Laura Lafargue², le 9 mai 1888, la rédaction des pages que l'on va lire. Elles seront publiées le 7 juillet 1888 par le journal « Die neue Zeit » dans une traduction d'Eduard Bernstein et de Karl Kautsky.

Ce texte n'est pas d'un intérêt majeur mais tout en complétant notre dossier, il offre l'occasion de quelques remarques, de quelques rappels utiles, notamment sur le développement des bases de l'impérialisme que l'évocation d'Engels met en perspective, même sans trop s'y arrêter.

*
* *

Après un bref historique de la montée en puissance de l'Angleterre sur le marché mondial, Engels en vient à préciser quelle était, en 1848, la position de Marx sur le libre-échange, une position que l'on peut résumer ainsi : c'est dans le cadre du libre-échange que le capitalisme déploie au mieux la logique de ses effets, lesquels sont de deux ordres, d'une part une clarification de la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat et d'autre part, une cascade de crises toujours plus graves jusqu'à ce que le système dans l'impasse appelle une révolution qui accomplisse son dépassement.

Un schéma hégélien ? Un schéma, assurément. Avec ce correctif que loin d'être une interprétation de philosophie de l'histoire, il constitue, chez Marx et Engels, la nécessaire référence théorique en regard de laquelle se développe, pour l'essentiel, l'analyse concrète³ des processus historiques.

Ainsi le libre-échange n'est-il ce qu'il est qu'en fonction des réalités complexes de la lutte des classes, qu'il s'agisse des rapports de domination à l'intérieur des Etats ou des rapport d'hégémonie entre les Etats eux-mêmes.

Vers la fin de 1847, s'est tenu à Bruxelles un congrès sur le libre-échange.

C'était une manœuvre stratégique dans le cadre de la campagne pour le libre-échange menée à cette époque par les fabricants anglais. Victorieux chez eux après l'abrogation, en 1846, des lois sur le commerce des céréales, ils débarquaient sur le continent

¹ « Mohr » ou « le maure » était le surnom affectueux de Marx au sein de sa famille. Il le devait à son teint basané et au noir profond de ses cheveux.

² Correspondance Friedrich Engels/Paul et Laura Lafargue, Editions Sociales, Paris 1956, tome 2, page 128

³ « La substance même, l'âme vivante du marxisme », écrivait Lénine, c'est « l'analyse concrète d'une situation concrète. » (Œuvres complètes, Tome XXXI, page 167). Remarquons au passage que cet énoncé est plus complexe qu'il paraît à première vue, en raison de la double acception du terme « concret » selon qu'il s'applique à un *concret du réel* (telle *situation* concrète) ou à un *concret de pensée* (telle *analyse* concrète).

avec la volonté d'obtenir, en échange de la libre circulation des céréales du continent vers l'Angleterre, le libre accès aux marchés continentaux des produits manufacturés anglais.

Marx s'était inscrit sur la liste des orateurs prévus à ce congrès, mais comme on pouvait s'y attendre, l'affaire a pu être organisée de telle sorte que le Congrès a été clôturé avant même qu'il ne puisse prendre la parole. Ainsi Marx s'est-il vu contraint de présenter ce qu'il avait à dire sur le libre-échange devant la Société Démocratique de Bruxelles, une association internationale dont il était l'un des vice-présidents.

Étant donné que la question du protectionnisme ou du libre-échange se trouve actuellement à l'ordre du jour en Amérique, l'on a jugé utile de publier une édition anglaise du discours de Marx et l'on m'a invité à la présenter par quelques mots d'introduction.

« Le système protectionniste », écrit Marx, « fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de convertir en capital les instruments et conditions matérielles du travail, d'abréger de vive force la transition du mode traditionnel de production au mode moderne " (Marx, *Le Capital*, I)¹.

Telle était la nature du protectionnisme dès son origine au dix-septième siècle et ce l'est resté jusque tard dans le courant du dix-neuvième. Le système protectionniste était alors considéré comme la politique normale de chaque pays civilisé² d'Europe occidentale. Les seules exceptions étaient les petits Etats allemands et les cantons suisses, non pas en raison d'un rejet du système mais à cause de l'impossibilité de l'appliquer sur de si petits territoires.

C'est à l'abri de cette protection douanière qu'est né et que s'est développé en Angleterre, dans le dernier tiers du dix-huitième siècle, le système de la grande industrie moderne, à savoir la production au moyen des machines et de la force vapeur. Et comme si la protection douanière habituelle n'avait pas suffi, les guerres contre la Révolution française ont contribué à garantir à l'Angleterre le monopole des nouvelles méthodes industrielles. Pendant plus de vingt ans, les navires de guerre anglais ont coupé les rivaux de l'Angleterre industrielle de leurs marchés coloniaux respectifs et ouvert par la force ces marchés au commerce britannique.

La perte des colonies d'Amérique du Sud par les pays européens qui les détenaient, la conquête des plus importantes colonies françaises et hollandaises par l'Angleterre, l'asservissement progressif de l'Inde ont transformé progressivement l'ensemble de ces pays en clients pour l'industrie anglaise. L'Angleterre complétait ainsi la protection douanière pratiquée à domicile par une pratique de libre-échange progressivement imposée à l'étranger. Et grâce à cet heureux mélange des deux systèmes, il s'est trouvé qu'à la fin de la guerre, en 1815, l'Angleterre détenait le monopole effectif du commerce mondial, tout au moins pour toutes les principales branches industrielles.

Pendant les années de paix qui ont suivi, ce monopole s'est consolidé et s'est renforcé. L'avance gagnée pendant la guerre s'est accrue d'année en année et l'Angleterre a semblé de plus

¹ Engels donne ici la référence à l'édition allemande du *Capital*. La citation se trouve au chapitre XXXI (« Genèse du capitalisme industriel »), c'est-à-dire, dans l'édition française du *Capital*, à la page 562 de l'édition de poche Garnier Flammarion, Paris 1969. Nous avons reproduit le texte de cette version française dont on sait qu'elle a été relue par Marx.

² (Sic), pourrait-on ajouter ici pour signaler un vocabulaire d'époque.

en plus laisser loin derrière elle tous ses possibles rivaux. En fait, l'exportation de produits industriels en quantités toujours croissantes est devenue une question vitale pour l'Angleterre. Seuls deux obstacles semblaient s'y opposer: d'une part, les interdictions d'importation et les protections douanières des autres pays et d'autre part, les droits de douane sur les importations de matières premières et de denrées alimentaires en Angleterre même.

C'est alors que prêchée par les classiques de l'économie politique - des physiocrates¹ français à leurs successeurs anglais, Adam Smith et Ricardo - la liberté du commerce est devenue populaire au pays de John Bull².

La protection douanière à l'intérieur du pays était inutile pour les fabricants qui battaient tous leurs rivaux étrangers sur leur terrain, et dont l'existence même dépendait de l'expansion continue de leurs exportations. Cette protection douanière n'était avantageuse que pour les producteurs de denrées alimentaires et d'autres matières premières, pour les intérêts placés dans l'agriculture, à savoir, dans l'Angleterre de cette époque, pour les bénéficiaires d'une rente du sol, autrement dit pour la noblesse terrienne. Pour les fabricants en revanche, cette protection douanière était franchement préjudiciable. En taxant les matières premières, le système avait augmenté le prix des produits fabriqués à partir d'elles, et en taxant les produits alimentaires, il avait augmenté le prix du travail³ ; dans les deux cas, les fabricants du Royaume-Uni se trouvaient placés dans une situation désavantageuse par rapport à leurs concurrents étrangers. Étant donné que les autres pays exportaient principalement vers l'Angleterre des produits agricoles et qu'ils importaient principalement d'Angleterre des produits manufacturés, l'abrogation des droits de douane anglais sur les céréales et les matières premières était en même temps une invitation aux pays étrangers à supprimer, ou du moins à réduire à leur tour leurs droits de douane sur les importations de produits industriels anglais.

Au terme d'une longue et violente lutte, les capitalistes industriels anglais se sont trouvés victorieux ; ils étaient en fait déjà la classe dirigeante de la nation, la classe dont les intérêts étaient aussitôt devenus les intérêts nationaux. La noblesse terrienne a dû capituler. Les droits de douane sur les céréales et les matières premières ont été supprimés⁴. Le libre-échange était désormais devenu le mot d'ordre. La prochaine tâche des fabricants anglais et de leurs porte-parole dans le domaine de l'économie politique, était à présent de diffuser partout la foi

¹ Les **physiocrates** constituent une école de pensée en économie politique. En réaction contre le mercantilisme pour qui la richesse d'un Etat se mesure à ses réserves d'or et d'argent (autrement dit, à l'excédent de son commerce extérieur sur ses importations), les physiocrates considèrent que la richesse provient du seul travail de la terre. Le secteur agricole est à leurs yeux le seul qui soit productif, industrie et commerce étant des secteurs juste capables de transformer la valeur issue du travail de la terre. Ces principes prennent appui sur l'œuvre de **François Quesnay** (1694-1774) et constituent l'apport de l'économie politique française au milieu du 18^e siècle. Les physiocrates étaient des libéraux, favorables au libre-échange dans le commerce international. On leur prête la devise « Laissez faire les hommes. Laissez passer les marchandises ». Sous l'angle politique, s'ils préconisent un Etat non interventionniste en économie, ils sont partisans d'un pouvoir politique autoritaire, autrement dit de la monarchie absolue, de préférence éclairée par les Lumières du progrès et de la science.

² **John Bull** est dans la littérature et la caricature anglaises, un personnage qui symbolise l'Angleterre ou l'Anglais type. Il est représenté comme un bourgeois bedonnant coiffé d'un chapeau haut de forme et affichant fièrement un gilet taillé dans le drapeau national. Il est l'homologue d'Oncle Sam pour l'Amérique ou de Marianne pour la France. Son image est souvent mobilisée pour soutenir un effort national comme en temps de guerre.

³ Le prix de la « force de travail » aurait écrit Engels dans un texte théorique plus contrôlé.

⁴ C'est en mai 1846 que le premier ministre anglais Robert Peel fait voter l'abrogation des lois sur le commerce des céréales (les Corn Laws), au prix d'une dissidence au sein des Tories, son propre parti.

dans l'Évangile du libre-échange et ainsi de créer un monde où l'Angleterre serait le grand centre industriel, et les autres pays ses districts agricoles autonomes.

C'est à cette époque qu'a eu lieu le Congrès de Bruxelles, et que Marx a rédigé le discours en question. Tout en reconnaissant que la protection douanière peut encore, dans certaines circonstances, par exemple, dans l'Allemagne de 1847, avantager les capitalistes industriels, et tout en prouvant que le libre-échange n'est pas la panacée pour toutes les souffrances de la classe ouvrière et, qu'au contraire, il peut les aggraver, il se prononce en fin de compte et dans son principe en faveur du libre-échange.

Pour lui, le libre-échange est la condition normale de la production capitaliste moderne. Ce n'est que par le libre-échange que les immenses forces productives de la vapeur, de l'électricité et de la machine peuvent se développer pleinement ; et plus rapide sera le rythme de cette évolution, plus seront pleinement accomplies leurs inévitables conséquences: la scission de la société en deux classes, ici les capitalistes et là les ouvriers salariés, la richesse héréditaire d'un côté et la pauvreté héréditaire de l'autre côté; l'excédent de l'offre sur la demande, l'incapacité des marchés d'absorber la masse toujours croissante des produits industriels; un cycle récurrent de prospérité, de production, de crise, de panique, de dépression chronique et de relance progressive des affaires, cette dernière non pas comme un signe d'amélioration permanente, mais comme celui d'une nouvelle crise de surproduction ; en un mot, l'expansion des forces productives de la société à un tel degré que les institutions sociales dans lesquelles elles ont été mises en œuvre deviennent pour elles un carcan insupportable, avec pour seule solution: une révolution sociale¹, la libération des forces productives des chaînes d'un ordre social obsolète et celle des vrais producteurs, c'est-à-dire la grande masse du peuple, de l'esclavage salarial. Et c'est parce que le libre-échange est l'élément naturel, l'atmosphère normale de cette évolution historique, le milieu économique où les conditions de cette inévitable révolution sociale seront créées le plus rapidement - c'est pour cette unique raison que Marx se déclara en faveur du libre-échange.

¹ Engels formule ici en une (longue) phrase l'une des thèses centrales du **matérialisme historique** dont le premier exposé théorique publié se trouve dans la préface que Marx rédige en janvier 1859 pour sa *Contribution à la Critique de l'Economie politique*. Voici un extrait de ce **texte très dense** où chaque mot compte: « A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De forces de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels développements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref les formes idéologiques, sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais les rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir. (Marx, *Contribution à la Critique de l'Economie politique*, Editions sociales, Paris 1957, pages 4 et 5)

Le protectionnisme et le libre-échange diffèrent en ceci que le premier est d'abord une **pratique** circonstanciée, étroitement liée aux intérêts et aux stratégies des Etats et de leurs bourgeoisies et que le second est avant tout une **idéologie**, au sens technique du terme, c'est-à-dire un discours destiné à légitimer sous une apparence d'universalité les intérêts d'un groupe étroit, d'une classe particulière, en l'occurrence, dans la période concernée, ceux de la bourgeoisie industrielle. Engels, on l'a vu, associe nettement l'émergence de « l'évangile » du libre-échange aux conditions nouvelles de la production industrielle pour qui c'était une « question de vie et de mort » de trouver de nouveaux débouchés.

Quoi qu'il en soit, les années qui ont suivi la victoire du libre-échange en Angleterre ont semblé confirmer les plus extravagants espoirs de prospérité fondés sur cet événement. Le commerce britannique a augmenté à un niveau fabuleux, le monopole de l'Angleterre industrielle sur le marché mondial semblait plus solide que jamais ; de nouveaux hauts-fourneaux, de nouvelles usines dans tous les secteurs, de nouvelles branches industrielles se développaient partout. Il y a bien eu une grave crise en 1857¹, mais elle a été surmontée, et très vite, la progression dans le domaine du commerce et de l'industrie a retrouvé son plein essor, jusqu'à ce qu'en 1866², une nouvelle panique éclate, une panique qui, cette fois-ci, semble marquer un nouveau départ pour l'histoire économique du monde.

Après avoir rappelé les bases matérielles de l'expansion,

L'essor sans précédent de l'industrie et du commerce britanniques de 1848 à 1866 était sans doute dû dans une large mesure à la suppression des droits de douane sur les matières premières et les denrées alimentaires. Mais pas entièrement. D'autres événements simultanés ont contribué puissamment à cette évolution. Ces années ont vu la découverte et l'exploitation de l'or en Californie et en Australie, ce qui a provoqué une énorme augmentation des moyens d'échange sur le marché mondial ; ces années ont vu un bouleversement général des moyens de transport pour les personnes comme pour les marchandises ; sur mer, l'éviction des navires à voiles par la vapeur et sur terre, aussi loin que s'étend le monde civilisé, les chemins de fer sont devenus la principale voie de communication avant même la route macadamisée. Le transport est devenu quatre fois plus rapide et quatre fois moins cher. Il n'est pas étonnant que, dans

¹ En **août 1857**, plusieurs banques importantes américaines sont en difficulté et doivent suspendre leurs opérations. Cette crise financière se propage aussitôt en Angleterre et en France avec de sévères répercussions sur l'économie. Marx et Engels seront les observateurs attentifs du processus dans ses dimensions financières et industrielles, comme en témoigne leur correspondance de l'automne 1857 (Engels à Marx, le 17.12.57 : « La crise me tient en haleine de manière infernale » - *Correspondance Marx Engels*, Tome V, Editions sociales, page 86). Ils se gardent bien toutefois de spéculer sur une reprise du mouvement révolutionnaire. Reprenant à Hegel l'image de la taupe, Marx écrit, le 22 février 1858, à Engels : « Tout bien considéré, la crise a fait son travail de sape comme une bonne vieille taupe » (*Correspondance*, op.cit., page 141).

² Après les crises de 1825, 1837, 1845, et 1857, **la crise financière de 1866** fait suite au krach boursier que provoque l'effondrement du secteur des chemins de fer en Angleterre. Au terme d'une expansion considérable dans les années 1850-1860, ce dernier connaît, en effet, en 1866, une série de faillites. La crise se déclenche le 11 mai 1866 (qu'on appellera Black Friday) lorsque l'un des principaux entrepreneurs de construction ferroviaire se trouve dans l'impossibilité de rembourser ses emprunts auprès de ses créanciers. La faillite des banques prêteuses vient s'ajouter au krach boursier (les actions dans les chemins de fer étaient devenues très spéculatives). Elle entraîne une panique des déposants qui retirent leurs avoirs, provoquant une grave crise de liquidités avec pour conséquence une cascade de faillites dans le secteur du commerce et de l'industrie. Contrairement à la crise de 1857, celle-ci n'occupe qu'une place très secondaire (à peine 4 occurrences entre mai et juin 66) dans la correspondance de Marx et d'Engels dont l'attention en cette période est davantage retenue par la guerre entre la Prusse et l'Autriche.

des circonstances aussi favorables, les industries anglaises travaillant à la vapeur aient étendu leur domination aux dépens des fabrications étrangères fondées sur le travail manuel.

Engels poursuit en décrivant les stratégies économiques des autres pays. On remarquera que ses commentaires ne sont pas loin d'accréditer les théories de l'économiste allemand Friedrich List sur l'utilité de protéger les *industries naissantes* d'un pays par un tarif douanier national, le temps qu'elles se trouvent en mesure d'affronter leurs concurrents dans le cadre de relations de libre-échange. C'est particulièrement net dans le dialogue qu'il rapporte ci-après avec l'« homme d'affaires de Glasgow ».

Mais que devaient faire les autres pays? Devaient-ils ne rien faire et se laisser réduire à n'être que de simples appendices agricoles de l'Angleterre, l'atelier du monde¹?

Les autres pays n'ont rien fait de tel.

La France avait, depuis près de deux cents ans, protégé son industrie derrière un parfait Mur de Chine de droits d'importation et d'interdictions et avait acquis une supériorité dans le domaine du luxe et des articles de goût que l'Angleterre n'essayait même pas de lui contester. La Suisse, sous un régime de libre-échange complet, possédait une industrie relativement importante, à l'abri de la concurrence anglaise. L'Allemagne, avec un tarif plus libéral que tout autre grand pays continental, a développé son industrie relativement plus vite qu'en Angleterre même. Enfin l'Amérique du fait de la guerre civile de 1861 n'a pu compter que sur ses propres ressources, et n'a pu trouver les moyens de répondre à une demande en produits industriels de toutes sortes qu'en se dotant d'une industrie nationale.

Les commandes de guerre ont cessé avec la guerre, mais la nouvelle industrie était en place et elle a pu répondre à la concurrence anglaise. Et la guerre en Amérique a fait mûrir l'idée qu'un peuple de trente-cinq millions d'habitants, capable de doubler ses effectifs en quarante ans, avec d'immenses ressources de toutes natures, entouré de voisins qui devaient être pour les années à venir principalement des agriculteurs, qu'un tel peuple avait pour « destin manifeste » d'être indépendant des industries étrangères pour ses principaux articles de consommation, et cela aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. Et alors l'Amérique est devenue protectionniste.

Il y a environ quinze ans, j'ai voyagé dans un wagon de chemin de fer avec un homme d'affaires intelligent de Glasgow, qui avait certains intérêts dans le secteur du fer. Comme nous parlions de l'Amérique, il m'a servi le bon vieux discours libre-échangiste: « N'est-il pas inconcevable qu'une nation d'hommes d'affaires comme les Américains paient un tel tribut à leurs maîtres des forges locaux alors qu'ils pourraient acheter ici, chez nous, les mêmes produits, si ce n'est de meilleurs et à bien meilleur prix? »

Et puis il m'a donné des exemples pour montrer à quel point les Américains se taxaient eux-mêmes pour enrichir quelques sidérurgistes avides d'argent.

«Eh bien, ai-je répondu, je pense qu'il y a un autre aspect de la question. Vous savez que dans le charbon, l'énergie hydraulique, le fer et autres minerais, les produits alimentaires bon marché, le coton indigène et autres matières premières,

¹ Cette expression consacrée date des années 1860 : elle témoigne de la vitalité du capitalisme anglais qui est au faite de sa puissance.

l'Amérique a des ressources et des avantages inégalés par tous les pays européens et que ces ressources ne peuvent être pleinement développées que si l'Amérique devient un pays industrialisé. Vous admettez aussi que de nos jours un grand peuple comme les Américains ne peut subsister sur la base de la seule agriculture, ce qui équivaldrait à le condamner à un statut éternel de barbarie et de soumission; aujourd'hui un grand peuple ne peut vivre sans assurer sa propre industrie. Eh bien, alors, si les Etats-Unis doivent devenir un pays industrialisé, et s'ils ont toutes les chances non seulement de rejoindre mais de dépasser leurs rivaux, ils n'ont que deux moyens à leur disposition: soit le libre-échange, ce qui implique de soutenir, pendant une cinquantaine d'années, une concurrence extrêmement coûteuse contre l'industrie anglaise qui a pris cent ans d'avance, soit la protection par des droits de douane contre la concurrence anglaise pendant vingt-cinq ans avec presque une absolue certitude qu'à la fin des vingt-cinq ans, l'industrie américaine sera en mesure de tenir son rang sur le marché mondial. Laquelle des deux voies est la plus courte et la moins chère? C'est toute la question. Si vous voyagez de Londres à Glasgow, vous pouvez prendre le tortillard¹; vous payez un penny par mile et il vous transporte à une vitesse de douze miles à l'heure, mais vous ne le faites pas parce que votre temps vous est trop précieux. Vous prenez l'express, vous payez deux pences par mile et vous faites une quarantaine de miles par heure. Eh bien, les Américains préfèrent prendre un billet d'express pour avancer plus rapidement. »

Mon libre-échangiste écossais n'a pas eu un mot de réplique.

Étant donné que le système protectionniste est un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, il peut être utile non seulement pour une classe capitaliste à demi-développée encore en lutte contre le féodalisme, mais il peut également aider une classe capitaliste émergente dans un pays qui, comme l'Amérique, n'a jamais connu le féodalisme, mais qui est arrivé à ce stade de développement où le passage de l'agriculture à l'industrie est devenu une nécessité. Placée dans cette situation, l'Amérique a opté pour la protection douanière. Depuis cette décision, les vingt-cinq ans dont j'ai parlé à mon compagnon de voyage, ont passé et si je ne me suis pas trompé, le protectionnisme devrait avoir fini de jouer son rôle pour l'Amérique et être devenu une source d'inconvénients.

Cela été mon avis un certain temps. Il y a deux ans, j'ai dit à un protectionniste américain: « Je suis convaincu que si l'Amérique adopte le libre-échange, dans dix ans, elle supplantera l'Angleterre sur le marché mondial². »

Le protectionnisme est dans le meilleur des cas une vis sans fin et on ne sait jamais quand on en a fini avec lui. Si nous protégeons une branche de l'industrie, nous portons préjudice directement ou indirectement à toutes les autres qui, par conséquent, doivent aussi être protégées. Ce faisant, nous infligeons des dommages à l'industrie d'abord protégée et lui donnons droit à une indemnisation, mais cette indemnité à son tour affecte tous les autres secteurs d'affaires et leur donne droit à réparation - et ainsi de suite à l'infini. À cet égard, l'Amérique nous offre un excellent exemple de la façon dont le protection-

¹ Engels écrit ici « You can take **the parliamentary train** ». Cette appellation désigne les trains de 3^e classe (composés de wagons ouverts, souvent sans siège) que selon une loi de 1844, les compagnies devaient faire circuler tous les jours sur toutes les lignes. Le faible coût du trajet (1 penny par mile) avait pour contrepartie l'extrême lenteur (12 miles à l'heure) du voyage.

² Les historiens s'accordent à dater des années 1890 l'accession des Etats-Unis au rang de première puissance industrielle mondiale. C'est à cette époque que leur PIB par habitant rattrape, puis dépasse, celui de l'Angleterre.

nisme peut tuer une importante industrie. En 1856, le total des importations et des exportations des États-Unis par voie maritime s'est élevé à 641.604.850 dollars. Sur ce montant, 75,2 pour-cent ont été transportés par des navires américains et seulement 24,8 pour-cent par des navires étrangers. C'est à cette époque que les bateaux à vapeur britanniques ont commencé à évincer les bateaux à voiles américains mais, tout de même, en 1860, sur un total de 762.288.550 dollars américains, le commerce maritime était encore assuré par 66,5 pour-cent de navires américains.

La guerre civile est alors venue, avec dans son sillage, une protection douanière pour la production navale américaine, laquelle protection s'est montrée à ce point efficace qu'elle a presque entièrement éclipsé le pavillon américain du trafic des hautes mers. En 1887, l'ensemble du commerce maritime des États-Unis s'élevait à 1.408.502.979 dollars, mais seulement 13,8 pour-cent étaient le fait des navires américains et 86,2 pour-cent étaient assurés par des navires étrangers. En 1856, les marchandises transportées par les navires américains s'élevaient à 482.268.274 dollars, en 1860 à 507.247.757 dollars. En 1887, ils n'ont transporté que pour 194.356.746 dollars. Il y a quarante ans, le drapeau américain menaçait la suprématie britannique en mer; à présent, il n'est plus nulle part. La protection douanière de la construction navale a ruiné à la fois la construction et la navigation maritimes.

Un autre point. Les améliorations des méthodes de production se suivent de nos jours si rapidement et modifient si soudainement et de façon si complète le caractère des activités industrielles que ce qui, hier encore, était une protection tarifaire équilibrée ne l'est plus aujourd'hui, au contraire. Sous cet angle, le même rapport du Secrétaire du Trésor pour 1887 nous offre un autre exemple:

« Les améliorations dans les machines employées dans le peignage de la laine, au cours des dernières années, ont modifié le caractère de ce qui est commercialement connu sous le nom de vêtements peignés de sorte que ceux-ci ont largement remplacé les tissus ordinaires de laine dans les vêtements pour hommes. (...) Dans certains cas, les droits de douane sur la laine utilisée pour le tissu de laine peignée dépassent ceux qui s'appliquent au produit fini. »

Ainsi ce qui était hier une protection de l'industrie nationale devient aujourd'hui une prime pour l'importateur étranger, ce qui fait dire au Secrétaire du Trésor, Charles Fairchild :

« On est fondé de s'attendre à ce que la fabrication de vêtements en laine peignée cesse bientôt à l'intérieur du pays, si aucun changement ne survient dans la loi sur le tarif des droits. »

Mais pour modifier ce tarif, il faut se battre contre les fabricants de vêtements de laine qui profitent de la situation actuelle ; on doit mener une campagne d'information soutenue visant à obtenir une majorité dans les deux chambres du Congrès, et finalement rallier l'opinion publique du pays. La question au fond est: est-ce que cela paiera?

Le pire avec la protection douanière, c'est qu'une fois qu'elle est là, il n'est pas facile de s'en débarrasser. S'il est difficile d'établir un trafic douanier satisfaisant pour toutes les parties, le retour au libre-échange est infiniment plus difficile. Les circonstances qui ont permis à l'Angleterre d'accomplir cette transition en quelques années ne se reproduiront plus. Et même là, la lutte

engagée depuis 1823 (Huskisson¹), a récolté ses premiers succès en 1842 (le *Peels tariff*) et a duré encore quelques années après l'abolition des lois sur les grains. Ainsi, la protection tarifaire de l'industrie de la soie (la seule à encore craindre la concurrence étrangère) a d'abord été prolongée pour un certain nombre d'années, puis accordée, sous une autre forme, de manière proprement infâme: alors que les autres industries textiles étaient soumises à une réglementation d'entreprise qui limitait les heures de travail pour les femmes, les adolescents et les enfants, l'industrie de la soie a été favorisée par de nombreuses exceptions lui permettant d'engager des enfants et de jeunes travailleurs et de les faire travailler plus longtemps que dans les autres industries. Le monopole que les partisans hypocrites du libre-échange ont abrogé à l'égard des concurrents extérieurs, ils l'ont rétabli au détriment de la santé et de la vie des enfants anglais mis au travail.

Mais aucun pays ne sera à nouveau en mesure de passer d'un système de protection douanière au libre-échange au moment précis où la totalité ou la quasi totalité des branches de son industrie est capable de défier la concurrence étrangère sur le marché libre. La nécessité de cette transition se fera sentir bien avant que l'on puisse espérer atteindre une telle situation. Elle se fera sentir dans différents secteurs d'affaires et à des moments différents ; les intérêts contradictoires de ces branches susciteront alors d'édifiantes querelles et nombre d'intrigues parlementaires. Le constructeur de machines, l'ingénieur et le constructeur naval trouvent peut-être que les droits de douane imposés sur la fonte font augmenter le prix de leurs produits et qu'à cause de cela, de cela seulement, les marchés d'exportation leur sont fermés. Le fabricant de tissus de coton pourrait estimer que le moment est venu d'évincer les tissus anglais des marchés chinois et indien, mais vu le prix élevé auquel il doit payer le fil à cause des protections en faveur des filateurs, et ainsi de suite...

Dès le moment où un secteur industriel national a complètement conquis le marché intérieur, il lui est aussitôt indispensable d'exporter. Dans le cadre du système capitaliste, une industrie doit ou bien prendre de l'expansion ou périr. Elle ne peut rester stationnaire; tout arrêt de son extension est un début de ruine ; le progrès des inventions mécaniques et chimiques ne cesse de supprimer l'emploi de la force de travail humaine en même temps qu'il concentre le capital plus rapidement et davantage ; il crée ainsi dans chaque industrie stagnante un excédent de travailleurs et de capital, une surabondance qui ne trouve d'issue nulle part, car le même processus se déroule dans tous les autres secteurs industriels.

Ainsi, la transition du marché intérieur vers l'exportation est une question vitale pour toutes les branches de cette industrie, mais elle rencontre la résistance des droits acquis, les intérêts enracinés d'autres qui trouvent plus de profit ou plus de sécurité dans la protection tarifaire que dans le libre-échange. Ainsi s'ensuit une longue et tenace lutte entre partisans du libre-échange et protectionnistes, un combat où des deux côtés le leadership passe bien vite des mains des personnes directement intéressées dans celles des politiques professionnels, les pistonnés des partis politiques traditionnels dont l'intérêt n'est pas un règlement de la question mais bien que celle-ci reste ouverte le plus longtemps possible. Il en résulte une perte de temps infinie, une perte d'énergie et d'argent et ensuite un certain nombre de

¹ **William Huskisson** (1770-1830) est l'un des auteurs des lois protectionnistes de 1815 sur les céréales. Il se ralliera plus tard aux thèses du libre-échange. Il meurt le 15 septembre 1830, écrasé par une locomotive lors de l'inauguration de la ligne Liverpool-Manchester.

compromis en faveur de telle ou telle option conduisant peu à peu vers le libre-échange - à moins que le protectionnisme se débrouille entre-temps pour se rendre absolument insupportable à la nation, ce qui est en passe d'être le cas en Amérique.

L'exemple allemand qui suit mentionne la mise en place, le 1^{er} janvier 1834, à l'initiative de la Prusse, de l'union douanière dite **Deutscher Zollverein** qui établissait un espace économique intégré réunissant, à ses débuts, la Prusse, le Wurtemberg, la Saxe et la Thuringe. Dès 1842, cet ensemble comptera 28 États et jouera un rôle déterminant dans le processus d'unification politique de l'Allemagne. Il constitue de fait le cadre du futur Reich de 1871.

La date de **1866** correspond à la victoire militaire de Sadowa remportée, le 3 juillet, par la Prusse dans le conflit qui l'opposait à l'Autriche, avec pour résultat l'élimination de cette dernière de l'espace politique allemand que domine désormais la Prusse, au sein de la *Confédération de l'Allemagne du Nord*. Au centre de ces événements, le Ministre-Président de Prusse **Otto von Bismarck**.

Engels situe en **1874** le revirement de l'Allemagne dans sa politique économique. Outre les raisons qu'il donne, il faut tenir compte que cette date correspond au déclenchement de ce l'on a nommé « **la grande dépression** », à savoir une succession de crises s'étalant de 1873 à 1895, des crises contemporaines, donc, de la rédaction de cette préface. Or cette dépression marque une **rupture** dans l'histoire du capitalisme, lequel cherchera une issue à ses contradictions dans une stratégie de monopoles et de concurrence impérialiste, et cela jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale. A l'heure où Engels écrit, l'on est au tout début de ce processus qu'il pointe ici, sans trop insister, en soulignant le rôle des **cartels**. Ce n'est pas qu'il sous-estime le phénomène des monopoles et des trusts : il lui a consacré dès 1877, dans *l'Anti-Dühring*, d'importantes pages théoriques¹.

De tous les types de protection douanière, la pire est celle qui est en vigueur en Allemagne. L'Allemagne a ressenti peu après 1815 la nécessité d'accélérer son développement industriel. La première condition était la création d'un marché intérieur par l'élimination des innombrables frontières douanières et des législations fiscales particulières des petits États, autrement dit par la formation d'une union douanière allemande. Celui-ci ne pouvait s'établir que sur la base d'un tarif libéral, plus adapté à des fins fiscales que centré sur la protection de l'industrie. C'était la seule condition pour obtenir l'adhésion des petits États.

Ainsi, le nouveau système douanier allemand, même s'il demeurait dans une faible mesure protectionniste pour certaines industries, était, à l'époque de sa mise en place, un véritable modèle de libre-échange et il l'est resté bien que, depuis 1830, la majorité des fabricants allemands réclament une protection douanière. Et pourtant, dans le cadre de ce tarif extrêmement libéral, et en dépit du fait que les industries allemandes, fondées sur le travail manuel, subissaient l'impitoyable concurrence de la grande industrie anglaise basée sur la vapeur, la transition entre le travail manuel vers la production par les machines s'est progressivement accomplie en Allemagne et est maintenant presque terminée. La transformation de l'Allemagne d'un pays agricole en un pays industriel s'est développée au même rythme et a été soutenue, depuis 1866, par les événements politiques favorables : la mise en place d'un gouvernement central fort et d'un parlement fédéral assurant l'uniformité dans les réglementations sur le commerce ainsi que dans la monnaie, les poids et mesures, et enfin l'afflux des milliards français². Ainsi, vers

¹ Au chapitre II (« Notions théoriques ») de la troisième partie intitulée « Socialisme », en particulier aux pages 312-321, Editions Sociales, Paris 1977.

² Le 10 mai 1871, la France doit signer à Francfort le traité de paix avec la Prusse (qui vient de proclamer l'Empire). Outre qu'elle cède l'Alsace et la Lorraine, elle se trouve contrainte de verser de **lourdes indemnités de guerre** à hauteur de 5 milliards de francs-or. Cette somme sera levée par le gouvernement de Thiers par le truchement d'un emprunt et versée en deux ans à l'Allemagne, d'où cet afflux dont parle Engels

1874, le commerce allemand sur le marché mondial s'est placé juste derrière l'Angleterre, l'Allemagne utilisant plus de force vapeur dans l'industrie et le transport que n'importe quel autre pays d'Europe continentale. La preuve était faite qu'aujourd'hui encore, malgré l'énorme avance de l'industrie anglaise, un grand pays peut soutenir avec succès la concurrence avec l'Angleterre sur le marché libre.

Et puis, d'un seul coup, la stratégie a changé: juste au moment où plus que jamais la libéralisation des échanges semblait une nécessité pour elle, l'Allemagne s'est tournée vers le protectionnisme. C'était absurde sans doute, mais cela se laisse expliquer.

Aussi longtemps que l'Allemagne exportait des céréales, les propriétaires terriens aussi bien que les armateurs étaient d'ardents partisans du libre-échange. Mais en 1874, au lieu d'exporter des céréales, l'Allemagne s'est trouvée dans le besoin de procéder à d'importantes importations de ces produits. C'est à cette période environ que l'Amérique a commencé à inonder l'Europe avec ses livraisons de céréales bon marché; partout où elles se sont écoulées, elles ont réduit le revenu des produits de la terre, et donc la rente du sol, et à partir de ce moment, toute la propriété foncière d'Europe s'est mise à réclamer une politique de protection douanière.

Simultanément, l'industrie allemande souffrait des effets de l'imprudente surproduction et de la spéculation provoquée par l'afflux des milliards français; tandis que l'Angleterre, dont l'industrie depuis la crise de 1866 s'était trouvée dans un état de dépression chronique, inondait tous les marchés accessibles de produits invendables dans le pays et proposés à l'étranger avec de ruineux rabais. Bien que l'industrie allemande fût essentiellement dépendante de l'exportation, les fabricants ont vu dans une politique protectionniste un moyen de s'assurer l'approvisionnement exclusif du marché intérieur. Le gouvernement n'a été que trop heureux de pouvoir profiter de cette circonstance à l'avantage de l'aristocratie pour établir des droits de douane au profit à la fois des propriétaires terriens et des industriels. En 1878, un haut niveau de protection tarifaire a été mis en place aussi bien pour les grandes cultures que pour les produits industriels.

La conséquence en a été que, dorénavant, l'exportation de produits industriels allemands allait être financée par la poche des consommateurs du pays. Partout où cela était possible, les fabricants ont constitué des cartels visant à réglementer le commerce d'exportation et la production elle-même. La production allemande de fer est dans les mains de quelques grandes entreprises, pour la plupart des sociétés par actions qui, ensemble, peuvent produire environ quatre fois plus de fer que le pays peut en absorber. Afin d'éviter une concurrence inutile, ces compagnies ont formé un cartel pour se partager tous les contrats étrangers et déterminer au cas par cas quelle sera la firme qui répondra à l'offre. Ce « trust » a même conclu un accord, il y a quelques années, avec les maîtres de forges anglais, mais cela n'a pas tardé à capoter. De même, les mines de charbon de Westphalie (une production de quelque trente millions de tonnes par an) ont constitué un cartel pour réglementer les prix de soumission et la production elle-même. Chaque fabricant allemand vous dira que le seul but des droits de douane est de lui permettre de récupérer sur le marché intérieur les prix sacrifiés qu'il doit pratiquer à l'étranger.

Mais ce n'est pas tout. Pour le prix de cet absurde système de protection de l'industrie, les capitalistes industriels ont accepté un monopole plus scandaleux au profit des propriétaires terriens. Non seulement tous les produits agricoles sont soumis à des droits d'entrée qui ont augmenté d'année en année, mais certaines industries rurales, que Messieurs les Junkers¹ exploitent sur leurs terres, sont manifestement alimentées par les deniers publics. L'industrie du sucre de betterave est non seulement protégée, mais reçoit aussi des sommes énormes sous forme de primes d'exportation. Quelqu'un d'averti est d'avis que, si le sucre exporté était jeté à la mer, le fabricant ferait encore une bonne affaire avec les primes à l'exportation. De même, les distilleries d'eau de vie à partir de la pomme de terre reçoivent de la poche du public, en vertu de la législation récente, un cadeau d'au moins 9 millions de dollars par an. Etant donné que presque tous les grands propriétaires fonciers du Nord-Est de l'Allemagne cultivent la pomme de terre ou la betterave sucrière, ou les deux, il n'est pas étonnant que le monde entier soit littéralement inondé par leur production.

Cette politique, ruineuse en toutes circonstances, l'est doublement dans un pays dont l'industrie assure ses ventes sur les marchés neutres, principalement par le biais de la main-d'œuvre bon marché. Le salaire est maintenu en Allemagne, même dans les meilleures périodes, non loin des conditions de famine en raison de l'accroissement de la population en dépit de l'émigration. Mais il doit augmenter à la suite de l'augmentation du coût de toutes les denrées alimentaires que provoque la protection douanière. Le fabricant allemand ne sera plus en mesure, comme il le fait maintenant trop souvent, de compenser les prix sacrifiés de ses produits par une retenue sur le salaire de ses ouvriers: il perdra alors sa capacité de concurrence. En Allemagne, la protection douanière est en train de tuer la poule aux œufs d'or.

L'exemple français qui suit mentionne le traité de libre-échange franco-anglais signé le 23 janvier 1860 à l'initiative, du côté anglais, de **Richard Cobden*** et, du côté français, de **Michel Chevalier**, un ancien saint-simonien rallié à Napoléon III.

La France souffre elle aussi des conséquences de la protection douanière. Le système est devenu dans ce pays, après deux siècles de règne incontesté, presque partie intégrante de la vie de la nation. Néanmoins, il devient de plus en plus un obstacle. La grande industrie implique de continuels changements dans les méthodes de production, mais la protection douanière agit comme une entrave. Le dos des velours de soie est aujourd'hui fait de fins fils de coton ; le fabricant français doit ou bien payer pour cela des droits de douane ou bien se soumettre à d'innombrables chicanes bureaucratiques telles qu'elles absorbent complètement la différence entre ces droits et le remboursement gouvernemental à l'exportation. Résultat : la fabrication des soies passe de Lyon à Crefeld² où les droits de douane sur le fin coton sont considérablement moins élevés.

Les exportations françaises, comme on l'a déjà dit, consistent principalement en articles de luxe, un domaine dans lequel le

¹ Le terme **junker** désigne les grands propriétaires terriens de Prusse et d'Allemagne orientale. Ces aristocrates sont les descendants de la noblesse féodale qui a colonisé et christianisé le Nord Est de l'Europe entre le XIe et le XIIIe siècle. Ils constituaient une classe politique influente attachée à ses privilèges et à ses traditions militaristes.

² Crefeld (ou Krefeld, aujourd'hui) est une ville de Rhénanie spécialisée dans l'industrie du textile et de la soie. Vers 1890, elle est parvenue à concurrencer sérieusement le marché lyonnais.

goût français ne peut jusqu'à présent être battu ; mais les principaux consommateurs de tels produits sont aujourd'hui partout dans le monde nos modernes parvenus capitalistes qui n'ont aucune éducation ni aucun goût, qui se satisfont très bien des imitations bon marché et maladroites allemandes ou anglaises et qui achètent souvent à des prix fous ces articles qui leur sont proposés comme d'authentiques produits français. Le marché pour ces spécialités qui ne peuvent être produites hors de France ne cesse de se rétrécir et l'industrie française peine à tenir le coup et doit bientôt décliner. Quels nouveaux articles la France peut-elle exporter en remplacement de ceux dont l'exportation est en train de mourir ? Si quelque chose peut aider, ce ne peut être qu'une mesure audacieuse en direction du libre-échange qui sorte les fabricants français de leur habituelle atmosphère de serre chaude et qui les place à l'air libre de la concurrence avec l'étranger. En effet, le commerce général français aurait depuis longtemps commencé à décliner s'il n'avait pas fait un petit pas bien hésitant vers le libre-échange avec le traité de Cobden* en 1860, dont les effets sont à présent presque épuisés. Il importe que soit prise aujourd'hui une nouvelle initiative allant plus énergiquement en ce sens.

Après une très brève évocation de la Russie,

Ce n'est pas la peine de parler de la Russie. Les droits douaniers, qui doivent être payés en or en raison de la dépréciation de la monnaie du pays, servent là-bas avant tout à fournir au gouvernement désargenté les liquidités indispensables pour les transactions avec les créanciers étrangers. Dès le jour où ce tarif remplira sa fonction de protection douanière en fermant totalement les frontières aux produits étrangers, dès ce jour le gouvernement russe sera en faillite. Et cependant ce même gouvernement amuse ses sujets en faisant miroiter devant leurs yeux la perspective de faire de la Russie, par le biais de ce tarif, un pays économiquement auto-suffisant, indépendant de l'étranger pour les vivres, les matières premières, les articles manufacturés, les travaux d'art. Les gens qui croient en cette vision d'un Empire russe coupé du reste du monde ressemblent à ce lieutenant prussien qui entre dans un magasin et, patriote, demande un globe, non pas un globe de la terre ou du ciel, mais un globe de Prusse.

Engels revient à l'Amérique dont il commente l'accession au rang de premier pays industriel, devant l'Angleterre qui doit céder son leadership. La période est celle où le capitalisme concurrentiel se transforme en **capitalisme de monopoles** dans un contexte d'expansion et de **conflits impérialistes**.

Revenons à l'Amérique. Il existe beaucoup de symptômes qui montrent que la politique protectionniste a épuisé tous ses effets pour les Etats-Unis et que le moment est venu d'y mettre fin. Un de ces symptômes est la création de cartels pour soutenir les industries protégées dans l'exploitation de leur monopole. Aujourd'hui les cartels (ou trusts) sont des institutions véritablement américaines et là où ils exploitent leurs avantages naturels, on ne peut que s'y soumettre. La transformation de la production pennsylvanienne de pétrole en un monopole de la Standard Oil Company est une manière d'agir entièrement conforme avec les règles de la production capitaliste. Mais si les raffineurs de sucre essayent de transformer la protection qui leur a été accordée par la nation contre la concurrence étrangère en un monopole contre le consommateur du marché intérieur, c'est-à-dire

contre la nation même qui leur a accordé cette protection, alors c'est tout à fait autre chose. Néanmoins les grands raffineurs de sucre ont constitué un cartel qui n'a pas d'autre but. Et le cartel du sucre n'est pas le seul du genre.

La formation de semblables cartels au sein des industries protégées est le signe le plus sûr que la protection douanière a vécu et a changé de caractère, qu'elle ne protège plus les fabricants contre les importateurs étrangers mais contre les consommateurs du marché intérieur, que tout au moins dans cette branche industrielle spéciale l'on a fabriqué assez, sinon trop de fabricants, que l'argent mis dans la bourse de ces fabricants est en fin de compte de l'argent jeté par la fenêtre, tout à fait comme en Allemagne.

En Amérique comme partout ailleurs, le système protectionniste est défendu au prétexte que le libre-échange ne serait bon que pour l'Angleterre. La meilleure preuve du contraire est qu'en Angleterre, ce ne sont pas les seuls fermiers et propriétaires terriens qui deviennent protectionnistes, mais aussi les industriels. Au siège de l'école de Manchester des libre-échangistes, on a délibéré le 1er novembre 1886 de la motion suivante, selon laquelle «après avoir attendu en vain 40 ans pour que d'autres nations suivent l'exemple du libre-échange en Angleterre, la Chambre estime que le temps est venu de reconsidérer cette position. »

Cette résolution a été, il est vrai, rejetée, mais par seulement 22 voix contre 21. Et cela se passait au centre même de l'industrie du coton, l'unique industrie anglaise qui semble encore incontestée sur le marché libre. Cependant même dans cette branche, l'esprit d'invention est passé en Amérique. Les dernières améliorations dans les machines à filer et à tisser le coton sont venues presque toutes d'Amérique et Manchester n'a plus qu'à les adopter. Dans les inventions industrielles de toutes sortes, l'Amérique a nettement pris la tête tandis que l'Allemagne dispute la deuxième place à l'Angleterre.

La prise de conscience gagne du terrain en Angleterre que le monopole industriel du pays est irrémédiablement perdu, que l'Angleterre perd relativement toujours plus de terrain tandis que ses rivaux font des progrès et qu'elle dérive vers une position où elle devra se contenter d'être une nation industrielle parmi d'autres au lieu d'être, comme elle l'a rêvé, l'« atelier du monde ». C'est pour conjurer ce destin menaçant que le protectionnisme, à peine déguisé sous le voile du « commerce équitable » et des droits de douane de représailles est maintenant invoqué avec une telle ferveur par les fils des mêmes hommes qui, il y a quarante ans, ne voyaient d'autre salut que dans le libre-échange. Et quand les fabricants anglais commencent à constater que le libre-échange les ruine et demandent au gouvernement de les protéger contre leurs concurrents étrangers, alors sûrement, le moment est venu pour ces concurrents de jeter par dessus bord un système protectionniste désormais inutile et de se battre contre le monopole industriel anglais déclinant avec ses propres armes : le libre-échange.

Mais comme je l'ai déjà dit, on peut facilement instaurer un système protectionniste mais on ne peut s'en débarrasser si facilement. En même temps que le législatif adoptait un plan protectionniste, il créait de puissants intérêts vis-à-vis desquels il engageait sa responsabilité. Et ces intérêts, (les diverses branches d'industrie) ne sont pas tous également prêts, à un moment donné, à faire face à la concurrence ouverte. Les uns se passeront des bons soins de la protection ; les autres resteront à la traîne. Cette différence de situation suscitera l'habituel lobbying parlementaire et est en soi une garantie certaine que les industries protégées, si le libre-échange est décidé, seront laissées à

leur sort comme l'a été la fabrication de la soie en Angleterre après 1846. C'est inévitable dans les circonstances présentes et les partisans du libre-échange devront le subir aussi longtemps que le changement ne sera décidé qu'en son principe.

La conclusion d'Engels confirme pour l'essentiel l'analyse de Marx en 1848.

Elle présente sous l'angle de sa traduction une particularité qui ne manque pas d'intérêt.

Pour notre part, nous avons traduit en suivant la leçon du texte anglais qui donne à lire cette phrase : « In the meantime, there is no help for it: you must go on developing the capitalist system, you must accelerate the production, accumulation, and centralization of capitalist wealth, and, along with it, the production of a **revolutionary** class of laborers. » où Engels, c'est nous qui soulignons, mentionne explicitement le caractère *révolutionnaire* de la classe ouvrière : « En attendant, on ne peut rien y faire. Vous ne pouvez pas faire autrement que de développer le système capitaliste, qu'accélérer l'accumulation et la centralisation du capital et en même temps la production d'une classe ouvrière **révolutionnaire**. ».

Or la traduction allemande que l'on doit à Eduard Bernstein et à Karl Kautsky propose une leçon quelque peu différente. Elle donne à lire ceci : « Ihr könnt nicht anders, als das kapitalistische System fortentwickeln, Akkumulation und Zentralisation des Kapitals beschleunigen und gleichzeitig damit die Produktion einer Arbeiterklasse, **die außerhalb der offiziellen Gesellschaft steht**. », ce qui se laisse traduire ainsi, c'est nous qui soulignons : « Vous ne pouvez pas faire autrement que de développer le système capitaliste, accélérer la production, l'accumulation et la centralisation du capital et en même temps la production d'une classe ouvrière **qui se trouve en dehors de la société officielle** ».

L'évitement du terme « **révolutionnaire** » est manifeste car aucune contrainte lexicale ni syntaxique n'impose que l'on recoure à la périphrase « qui se trouve en dehors de la société officielle ». Sans forcer l'interprétation, on peut voir dans cette version, un **symptôme** des évolutions en cours au sein du jeune parti social-démocrate allemand¹ soumis aux lois bismarckiennes « d'interdiction des socialistes² ». Il est piquant que cette traduction ait été signée conjointement par Eduard Bernstein et Karl Kautsky qui s'opposeront bientôt sur la question du *révisionnisme* : le livre de Bernstein qui déclenche la polémique (il sera traduit en français sous le titre *Les présupposés du socialisme*) date de 1899.

La question du libre-échange et du protectionnisme se pose entièrement dans les limites du système actuel de production capitaliste et n'a donc aucun intérêt direct pour nous, socialistes, qui voulons supprimer ce système.

Les socialistes ne sont pas moins concernés indirectement ; ils doivent souhaiter un développement aussi libre et aussi rapide que possible de l'actuel système de production car celui-ci développera ainsi ses inévitables conséquences économiques : misère des grandes masses populaires en raison d'une surproduction, laquelle engendrera soit des crises périodiques soit une stagnation chronique du commerce ; division de la société en une petite classe de grands capitalistes et une classe nombreuse d'esclaves salariés pratiquement héréditaires, une classe de prolétaires dont le nombre ne cesse d'augmenter pendant qu'en même temps, ils se trouvent constamment remplacés par de nouvelles machines destinées à économiser la main-d'œuvre ; en un mot, une société conduite vers l'impasse, dont il n'est d'autre issue qu'une transformation complète de la structure économique qui en forme la base .

C'est de ce point de vue que Marx, il y a quarante ans, s'est déclaré en principe pour le libre-échange comme le chemin le plus direct, celui qui conduira le plus vite la société capitaliste dans un cul-de-sac. Mais si Marx s'est déclaré en faveur du libre-

¹ Son congrès d'unification (à Gotha) date de mai 1875.

² Ces lois sont entrées en vigueur en 1878 et ne seront supprimées qu'en 1890. Le programme d'Erfurt rédigé par Kautsky, l'année suivante, n'envisagera la voie révolutionnaire que par exception, l'accent étant mis sur la conquête de réformes démocratiques par un parti de masse fortement organisé.

échange pour ces raisons, chaque défenseur de l'ordre actuel ne doit-il pas devenir un adversaire du libre-échange ? Si le libre échange est à ce point révolutionnaire, les bons citoyens et bourgeois ne doivent-ils pas se prononcer pour le protectionnisme en tant que nécessairement conservateur ?

Si un pays adopte aujourd'hui le libre-échange, ce n'est certainement pas pour plaire aux socialistes mais parce que le libre-échange est devenu une nécessité pour l'industrie capitaliste. Mais s'il devait rejeter le libre-échange et persévérer dans le protectionnisme pour faire mentir les socialistes sur la catastrophe sociale attendue, cela n'affecterait pas les perspectives de socialisme le moins du monde. Le protectionnisme est un moyen pour fabriquer artificiellement des fabricants et par conséquent aussi un moyen pour fabriquer artificiellement des travailleurs salariés. On ne peut multiplier les uns sans multiplier les autres.

Le travailleur salarié suit partout les pas du fabricant ; il ressemble au « noir souci » d'Horace¹ qui s'installe derrière le cavalier et dont il ne peut se débarrasser. En d'autres mots, vous ne pouvez échapper au destin, aux conséquences inévitables de vos actions. Un système de production basé sur l'exploitation du travail salarié, dans lequel la richesse augmente en proportion du nombre de travailleurs employés et exploités, un tel système ne peut subsister sans faire croître la classe des travailleurs salariés et sans susciter par là une lutte de classe qui doit l'abattre un jour tout entier. En attendant, on ne peut rien y faire. Vous ne pouvez pas faire autrement que de développer le système capitaliste, qu'accélérer la production, l'accumulation et la centralisation du capital et en même temps la production d'une classe ouvrière révolutionnaire. Et quel que soit le chemin que vous choisirez, le protectionnisme ou le libre-échange, le résultat ne sera pas différent ; vous ne changerez que le délai qui vous reste, jusqu'au résultat. Car bien avant, le protectionnisme sera devenu un obstacle insupportable pour chaque pays qui aspire, avec quelques chances de succès, à une position indépendante sur le marché mondial ».

¹ Engels fait ici référence à un vers du poète latin **Horace**, au livre III de ses *Odes*. Horace évoque à cet endroit (Ode 1, vers 40) l'angoisse intime qui habite les puissants dans leur recherche des plaisirs. C'est en vain, dit-il, qu'ils cherchent à s'étourdir, notamment en se faisant construire de somptueuses villas en bord de mer. Ils ne peuvent en effet échapper à un sentiment de crainte qui les accompagne toujours. Horace écrit : « **post equitem sedet atra Cura** ». L'image est celle d'une sombre entité mythique, le noir Souci (*atra Cura*) qui monte en croupe du cavalier (*post equitem sedet*) chaque fois que celui-ci tente de lui échapper. On notera avec intérêt que le contexte du poème mentionne, parlant de la construction de ces villas, la conduite des esclaves sous les ordres de contremaîtres, une relation qui évoque clairement le rapport dialectique entre le capitaliste et ses ouvriers, comme installés « en croupe » pour lui rappeler la contradiction interne qui travaille à sa perte.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Le congrès économique (Deutsche Brüsseler Zeitung du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (The Northern Star du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, <i>Le statu quo en Allemagne</i> (1847)	Vol. 3
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
Charles Fourier : Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier : Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier : L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Charles Fourier : Fourier sous le regard de Marx et d'Engels	Vol. 1
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel : L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel : Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel : La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Discours sur la question du libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. <i>Une découverte scientifique</i>	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. <i>La métaphysique de l'économie politique</i>	Vol. 8
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon : chronique d'une rupture	Vol. 8
J. Nagels, « Le point de vue de la production dans le marxisme »	Vol. 8
J. Nagels, « David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs »	Vol. 8
P.-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P.-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P.-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8

P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 3
Vorwärts, Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10